

Pluri Cité

Le bimestre de Carrefour des Cultures

Novembre-Décembre 2012 numéro 7

Migrantes, Réalités & Médias



Zoom sur le bimestre

*Démocratie participative,
entre le local et le global*

SHARE,

Le 24 nov. 2012 - Forum de l'Associatif

Peuples et Cultures

Wallonie, un temps, un espace

www.carrefourdescultures.org

EDITORIAL

Le 14 octobre dernier, la démocratie locale avait rendez-vous en Belgique avec le grand public. Les citoyens belges se sont déplacés aux urnes afin d'élire leurs représentants communaux dans un contexte de crise économique, sociale et politique. À cette occasion, quel lien a-t-il été fait entre le local et le global ? Les élections communales ont-elles été l'arène de débats et d'analyses de fond pour des propositions alternatives à la législature de la majorité sortante ? Le contexte national de crise plurielle a-t-il été au rendez-vous des agendas locaux ? Ce qui est certain, c'est que le soir des élections, toutes les préoccupations étaient localement ciblées : tant les politiques que les médias avaient les yeux rivés sur Anvers. Derrière l'accession de Bart de Wever au poste de bourgmestre flamand, sa po-

pularité locale et celle de ses idées, pesait la crainte d'une « contamination » séparatiste au niveau régional voire fédéral. Un climat d'inquiétude franco-phone alimenté par le souvenir encore frais des élections fédérales de 2010 et des 541 jours de Belgique sans tête qui s'en suivirent. Le sensationnalisme médiatique a également joué le rôle de catalyseur d'agitation, tandis qu'il laissait dans l'ombre une question méritant d'être soulevée : comment la Wallonie se voit-elle aujourd'hui participer au concert fédéral ? Comment s'inscrit-elle encore dans le paysage belge et quel rôle a-t-elle à jouer ?

Le 14 octobre dernier était également l'occasion de souffler les bougies du 2^e anniversaire de l'ouverture des élections communales aux non belges, étendue aux non européens depuis

2004. Un vote qui n'a été ni analysé ni même évalué. Un vote passé inaperçu puisque le politique belge n'a déployé ni moyens ni énergie dans une campagne de sensibilisation, laissant celle-ci aux mains de la société civile. Désir déontologique de rester à distance ? Comment le politique envisage-t-il cette nouvelle citoyenneté des personnes étrangères ? Cet anniversaire resté inaperçu est concomitant au débat qui agite la Wallonie sur le parcours d'intégration proposé au sein de son Gouvernement le 3 juillet 2012, devenu « parcours d'accueil » des étrangers arrivants en Belgique. Le débat quant au fait de le rendre obligatoire, s'il vise l'inscription des personnes d'origines étrangères dans une citoyenneté à part entière, ne devrait-il pas s'appliquer également au droit de vote ? La citoyenneté des étrangers,

dès lors qu'elle entend une participation active et obligée de ceux-ci à la vie sociale, associative et culturelle du pays, ne doit-elle pas aussi s'accompagner – au même titre que pour les citoyens autochtones – d'un devoir de participation à la vie de la Cité ? Celle-ci ne commence-t-elle pas avec l'élection de ses membres ?

Si elle fut absente de la scène politique, la campagne de sensibilisation au vote des personnes d'origines étrangères ne fut pas non plus portée par nos médias. N'était-ce pourtant pas l'occasion d'offrir un peu de visibilité à l'une des minorités sous-représentées par les pouvoirs médiatiques ? N'était-ce pas l'occasion pour ces derniers de démentir qu'ils ne sont pas juste à l'affût des dossiers financiers et faits divers à sensations mais qu'ils ont aussi le désir de participer à la démocratie de notre pays en portant la voix de (l'ensemble) ses citoyens ? Quels citoyens

belges se sont déplacés le 14 octobre dernier ? Autochtones, étrangers européens s'étant préalablement inscrits comme électeurs, étrangers non européens s'étant préalablement engagés à respecter la Constitution, les lois belges ainsi que les droits de l'Homme et les libertés fondamentales... pour autant qu'ils aient été pertinemment informés quant au déroulement des élections et aux modalités pour en être acteurs, mais également conscientisés à l'intérêt de la démarche vers les urnes. Or, une fois de plus, les médias ont nourrit l'idée James-Brownienne que it's a men's world, et un monde d'hommes blancs. Ils ont préféré mettre à l'honneur les querelles bien belges de nos politiciens plutôt que d'inviter l'ensemble des concitoyens et concitoyennes à se sentir concernés par la politique de leur commune afin de mieux y participer. Or c'est bien là que tout commence...

Quel rôle ont joué les femmes migrantes lors des élections communales ? Qu'en a-t-on vu/lu/entendu ? Quelle marge de citoyenneté ont-elles en général en Belgique et qu'en reflètent les médias ? Les réponses à ces questions motivent d'autant plus à poursuivre le développement de projets centrés sur la réappropriation de l'espace public par une expression de la citoyenneté dans toute sa diversité et sa mixité. À commencer par la critique des médias dominants, de ce qu'ils disent ou ne disent pas, de ce qu'ils exhibent ou cachent et enfin, de ce qu'ils ne jouent pas leur rôle de levier pour une expression citoyenne élargie. L'heure est à la transformation des modalités de participation de la population belge multiculturelle, au sein des tribunes comme au sein des médias.

Sommaire

Édito	1
À la Une - Migrantes, Réalités & Médias	4
Migrantes, réalités plurielles	6
Vue sur un média associatif	10
Culture émancipatrice - <i>Entretien avec Christian Van Cutsem</i>	11
Médias, une autre lecture	14
Pour la reconnaissance d'une citoyenneté active - <i>Entretien avec Annette Ntignoi</i>	16
Paroles associatives	18
Irène Kaufer et l'asbl <i>Garance</i>	
Zoom sur le bimestre	19
Quelques échos...	19
Démocratie participative, entre le local et le global	19
SHARE, le forum des migrants	20
Prochainement, avec Carrefour des Cultures...	22
Carrefour des Cultures au quotidien	22
Peuples et Cultures	23
Wallonie, un temps, un espace - <i>Entretien avec Axel Tixhon</i>	23
Le saviez-vous ?	26
Citoyen du monde	
André Renard	27
Langues et Lettres	
Li Bia Bouquet ou l'hymne des namurois	28
La face invisible de la culture <i>avec Virgine Marchal</i>	29
Henri Michaux ou l'histoire d'un funambule habile de sa plume	31
Peinture	
René Magritte, un pinceau s'immiscant entre la réalité et son interprétation	33
Musique	
Pierre Rapsat, tous les rêves sont en nous	35
Autour de la table	
La galette de pommes de terre wallonnes	36

Migrantes, Réalités & Médias

Un constat

Les médias, principaux fabricants d'imaginaires dans le monde contemporain, peuvent contribuer à vivifier des problématiques, des enjeux, des vécus, à susciter des engagements, ou encore à vaincre des préjugés. Ils peuvent tout aussi bien diffuser des visions partiales, des idées préconçues et nocives. Nous pouvons constater ces phénomènes au sujet des migrations et plus spécifiquement des femmes migrantes. Les médias peuvent se mettre au service de leurs besoins et luttes, comme ils peuvent partici-

per à leur isolement ou à leur stigmatisation.

C'est ce constat qui fonde le projet **Migrantes, réalités et médias**, inscrit dans l'espace **Perspective de genre : Immigration au féminin** de Carrefour des Cultures. Cet espace vise à soutenir le dépassement des images souvent stéréotypées qu'on se fait des femmes migrantes, à associer ces dernières aux débats sociétaux et à les encourager dans leurs luttes et créations citoyennes et artistiques.

Un espace de réflexion

Migrantes, réalités et médias est un espace d'échange et de réflexion constitué de femmes migrantes et non migrantes, centré sur la place des femmes migrantes sur la scène médiatique et culturelle. À partir de thématiques liées à leurs réalités et aux enjeux qui s'en dégagent, cet espace favorise une approche critique des médias quant à leurs façons de traiter les problématiques choisies et travaille, de manière participative, à l'émergence, dans le milieu des migrantes, de médias alternatifs et citoyens. En effet, de ces échanges, naîtra un documentaire dédié à l'expression des lectures et des réflexions de ces

femmes sur la manière dont les médias présentent les migrantes.

Ce projet est réalisé en partenariat avec l'association d'Éducation permanente Média-Animation, dans l'intention de transmettre aux participantes des compétences en matière d'analyse critique des médias ainsi que de réalisation d'un média audio-visuel. Nous collaborons également avec le service Culture des FUNPD, ainsi qu'avec la bibliothèque communale de la ville de Namur pour l'ensemble du projet.

Des rencontres

Afin d'enrichir les réflexions de notre groupe, nous rencontrons **des personnes, associations, institutions** qui, de près ou de loin, développent une réflexion et/ou une action autour des axes thématiques suivantes : les femmes migrantes et/ou les médias. Ces rencontres et les entretiens qui en découlent nous permettent de découvrir le parcours et de partager l'expérience de ces personnes ou institutions, ainsi que les pierres d'achoppement se présentant fréquemment à elles. Ainsi, les articles de la première partie de ce *Pluricité*, découlent en grande partie de ces rencontres. Il s'en suit tantôt une retranscription de l'interview elle-même, comme pour *Culture émancipatrice* et *Pour la reconnaissance d'une citoyenneté active*, tantôt un article alimentant sa réflexion d'une lecture transversale de regards singuliers sur un même sujet, comme *Migrantes, réalités plurielles* ou encore par la synthèse d'une étude sur la diversité dans les médias – *Médias, une autre lecture*.

Dans ce cadre, nous avons eu la chance d'interviewer **Latifa Gadouche** (Bruxelles-Vivre Ensemble), **Modi Ntambwé** (Rvdage, ENOMW), **Christian Van Cus-**

tem (Videp), **Marcela de la Peña Valdivia** (Le Monde Selon les Femmes), **Annette Ntignoi** (Collectif des Femmes africaines du Hainaut), **Maria Miguel-Sierra** (Voix des Femmes), **Dominique Sonveaux** (Vie Féminine), **Necellata Sunzu** et **Colette Ligot** (Centre Féminin d'Education Permanente), **Noura Amer** (AWSA-Be), **Fatoumata Sidibé** (Conseil des Femmes Francophones de Belgique), **Agnès Derinck**, **Valérie Legrand**, **Carine Bastien**, **Silvia Munoz**, **Lili Merica** (Gaffi), **Guillaume Abgrall** (Gsara). Si toutes les interviews ne se retrouvent pas dans le présent bulletin, toutes nous ont apporté un regard ancré dans leur travail quotidien et ouvert le nôtre.

Cette **démarche de prospection, d'échange et de partage**, qui en est encore à ses prémises, nous permet également de rendre plus exhaustive la liste des associations/personnes ressources qui ont des préoccupations connexes aux nôtres. Cette dynamique contribue à renforcer les liens afin de favoriser d'éventuels partenariats, précieux et essentiels au maintien de la dynamique du monde associatif. Aussi, si notre projet ou l'idée d'une entrevue vous intéresse, n'hésitez pas à nous contacter.

Un cycle de Ciné-débats

Par ailleurs, dans la continuation et en parallèle à notre groupe de travail dédié à *Migrantes, réalités et médias*, nous proposons un **cycle de projections** autour des différentes réalités et facettes de la migration féminine. À la suite de chaque projection, un débat est proposé, qui prend pour point de départ la/les thématiques développées par le média en question. Ce cycle permet à la fois d'enrichir la réflexion amorcée au sein de notre groupe de travail et de partager ponctuellement cette réflexion **avec un public**

plus large et diversifié.

La première séance a eu lieu mercredi 24 octobre avec *This is my home now* de **Saddie Choua**. La prochaine séance aura lieu **mercredi 12 décembre à 19h30** avec *Parler avec Elles*, un film d'**Eva Houdova** sur le dialogue intergénérationnel dans la construction de notre identité. Cela se déroule au *Nom de la Rose – Espace Culturel Universitaire (ECU)* – rue du Séminaire, 22 (3e étage) B-5000 Namur.

Migrantes, réalités plurielles

Foû di payis, chake a s' mot à dire

Il y a les mots et les réalités qu'ils façonnent. Au-delà des mots, il y a les significations qu'on leur donne et les contextes dans lesquels on les utilise. Cet ensemble traduit les représentations que l'on se fait sur les choses, les individus, les groupes, le monde qui nous entoure. De ces symboles et images que nous empruntons, que nous intériorisons – via ce que nous avons vu, lu, entendu – et mobilisons sans cesse dans nos rapports avec les autres, sommes-nous seulement conscients ? Quand bien même nous le serions et voudrions les combattre, ne participerions-nous pas malgré nous à leur donner une certaine place sur l'espace public et donc à les renforcer ?

Les mots

« Nommer, on le sait, c'est faire voir, c'est créer, porter à l'existence. Et les mots peuvent faire des ravages : islam, islamique, islamiste – le foulard est-il islamique ou islamiste ? Et s'il s'agissait simplement d'un fichu, sans plus ? (...) Parce que ces mots font des choses, créent des fantasmes, des peurs, des phobies ou, simplement, des représentations fausses. » Pierre Bourdieu (1)

Afin de nourrir les réflexions au sein de son projet Migrantes, Réalités & Médias, Carrefour des Cultures part à la rencontre d'acteurs du monde associatif et politique belge francophone. Femmes ou hommes, « migrants » ou non, ou pas comme on l'entend... Qu'il s'agisse de porter un plaidoyer, de faire entendre certaines réalités ou de déconstruire la question de base du projet, tous ont un mot à dire... C'est en effet par les mots que tout commence.

Guillaume Abgrall, animateur radio au GSARA, à défaut d'être une femme, se considère comme migrant car sa famille vit en Bretagne à quelques 100 Km de chez lui. Pourtant, personne ne le considère comme tel. A contrario, Modi Ntambwe, notamment présidente du RVDAGE/VL, arrivée en Belgique « dans les bagages de ses parents », ne se considère pas comme migrante. *Dire que je suis migrante, c'est mettre davantage l'accent sur l'ailleurs que sur l'ici.* Secrétaire générale et coordinatrice de l'asbl Bruxelles Vivre Ensemble, Latifa Gadouche est Algérienne d'ori-

gine, née au Maroc, de nationalité française et vit aujourd'hui en Belgique. *« Migrante », c'est un mouvement migratoire qui ne cesse pas, c'est comme si on n'avait pas le droit de poser ses valises. Moi je suis européenne maintenant, j'ai la nationalité française. Est-ce qu'on dit d'étrangers européens qu'ils sont migrants ? Pour Marcela de la Peña Valdivia – chargée de missions à l'asbl Le Monde selon les Femmes, l'imaginaire commun préfère au terme de « migrant » européen celui d'« expatrié ». Un « migrant », aujourd'hui, c'est quelqu'un qui vient d'un pays pauvre.*

Les mots sont indissociables des représentations qu'ils véhiculent... ou ne véhiculent justement pas ? Selon Guillaume Abgrall, *on dit migrante, pour ne pas dire arabe ou musulmane.* Les politiques et les médias préférèrent utiliser des **catégories qui polissent et homogénéisent** le paysage afin de n'avoir pas à traiter des réalités trop singulières et complexes. De la même façon, pour Maria Miguel-Sierra – présidente de La Voix des Femmes, *ces mots reflètent un malaise.*

Du groupe à l'individu

Les mots et les contextes mobilisés par les médias contribuent à cacher les singularités des femmes migrantes en ne les faisant exister que par leur **appartenance à des « communautés »**, elles-mêmes définies par les **faits-divers** auxquelles elles sont constamment associées.

Marcela de la Peña Valdivia : *Victimes de traites, demandeurs d'asile, mères souffrantes, prostituées, femmes violentées, violées,...* Dans les médias, on présente toujours les migrantes comme des problèmes. Il est vrai qu'il y a de plus en plus de présentatrices d'origines turque, espagnole ou marocaine, mais c'est dans la représentation même des migrants que se situe le problème : ils sont toujours présentés en groupe. Qu'ils soient de première, deuxième ou troisième génération, ça, on n'en tient pas compte.

Fatoumata Sidibé, députée bruxelloise et membre du Conseil des femmes Francophones de Belgique : *Aujourd'hui, la plupart des femmes d'origines étrangères vivent conformément aux droits et devoirs de notre société. Mais il y a une minorité qui, dès qu'elle franchit une ligne, devient généralité, essentialisée par les médias : les femmes migrantes deviennent un bloc homogène. On parle de « communauté » mais il n'y a pas une communauté africaine, il y a des communautés africaines. De même, il n'y a pas une*

*communauté musulmane, il y a l'Islam d'Indonésie, du Maroc, celui du Mali, de Turquie... Une femme migrante n'est pas une autre, les difficultés sont différentes pour chacune. Ce qu'il manque, c'est une **analyse affinée de ces publics**, pour une meilleure représentation. Qui sont-elles ? D'où viennent-elles ?*

Bien sûr, il n'y a pas que les femmes migrantes qui soient catégorisées et stigmatisées. Cela n'est ni exclusif aux femmes, ni même aux migrants. Qu'ils soient SDF, chômeurs, sans papiers, jeunes, vieux,... de nombreuses catégories de citoyens restent sous-représentées dans nos médias (2). Et ce que ces catégories ont en commun avec celle des « migrantes », c'est justement de se voir refuser **leurs singularités, leurs individualités propres**. Or, comme l'exprime Fatoumata Sidibé, *il n'y a pas une femme de l'immigration, il y a avant tout des citoyennes belges, à identités culturelles diverses, ce sont des **femmes plurielles***. Pour Maria Miguel Sierra, on est tous des individus et il est important que nous puissions aussi nous positionner en tant que tels. *Pour beaucoup, il est important de dire d'où ils viennent, pour d'autres, ce n'est pas important : tu te positionnes comme tu as envie. L'important, c'est de se mettre en avant comme on l'entend, de se définir soi-même : comme mère, comme apprenante,...* Chacun se définit comme il veut, puis on avance ensemble.

Vers une déconstruction des catégories

Comment faire pour aller **au-delà des stéréotypes et catégories stigmatisantes** constamment véhiculés dans la société civile ?

Curiosité mutuelle

Pour Maria Miguel-Sierra, au-delà de l'utilisation des mots, le plus important est de ne pas s'y enfermer. Selon Noura Amer, présidente et cofondatrice d'AWSA-Belgium, c'est une question de **curiosité** : *il faut aller à la rencontre de l'autre pour connaître ses origines, son histoire, son identité, ce qui est important pour lui*. Or, pour le moment, je

constate une sorte de clivage, un refus mutuel qui va en s'accroissant. Si l'Europe reconnaît une fois pour toute que les musulmans font partie de l'Europe, si on va chercher les points de rencontre, les points communs avec la culture judéo-chrétienne, les points positifs, l'histoire de l'Islam, on peut alors décider de vivre ensemble.

Médias associatifs

À cet égard, Noura Amer déplore qu'aucun programme télévisé « grand public » ne reflète le monde arabe actuel. *Quand il y en a, c'est sur ARTE et tard dans la soirée. Moi je rêve d'une union des associations pour soutenir un projet de documentaire ou de programme TV à une heure de grande audience qui mettrait en avant les débats et médias du monde arabe.*

La création de **médias alternatifs**... un beau projet pour le monde associatif, première ligne de contact avec les populations immigrées. Guillaume Abgrall, nous dresse le panel de ce qui se fait déjà à Bruxelles en termes de **médias radiophoniques** : *Radio Gold* pour les citoyens d'origine turque, *Almanar* pour ceux d'origine magrébine, *Judaïca* pour les Juifs... L'écoute de ces radios restant malheureusement cloisonnée

au sein de leurs « **communautés** » respectives.

La radio communautaire telle que Guillaume Abgrall la pratique au Gsara consiste à donner à toute personne sa place dans les médias, pas uniquement aux femmes migrantes : *je travaille avec des adultes qui sont pauvres en général ou qui n'ont pas fait beaucoup d'études. Ce que je fais s'appelle l'éducation permanente et, historiquement, c'était plutôt destiné aux ouvriers. Il s'agit d'aller vers la frange de la population qui est toujours mise à l'écart d'une possibilité d'expression et d'autonomie. L'idée, c'est que ces personnes se représentent elles-mêmes, qu'elles soient actrices plutôt que sujets. Élargir autant que possible leur marge d'expression citoyenne nous semble en effet être un moyen de leur donner plus d'autonomie.*

Associatif structuré

Pour Fatoumata Sidibé, si l'associatif veut pouvoir élever la voix des femmes migrantes, il faut d'abord qu'il relève le **défi du « décloisonnement »**. *Les associations à appartenance « ethnique », était peut-être légitimes il y a une trentaine d'années quand il n'y avait pas de structure d'accueil en Belgique, mais elles ne se justifient plus aujourd'hui. L'objectif de la « cohésion sociale », du « vivre ensemble », c'est l'ouverture à l'autre. Ce n'est pas de réunir les gens entre eux mais bien d'ouvrir les frontières, de passer du « multi-» à l'« inter-» culturel. Il faut relever le défi de la solidarité, y compris entre migrantes d'origines diverses.*

C'est dans ce but qu'a été fondé le **Conseil des Femmes Francophones de Belgique** : fédérer les associations féminines pour qu'elles se fassent entendre dans une voix commune et cohérente. Du côté flamand, le **Forum des Minorités – Minderheden Forum** est un regroupement de 17 membres, dont 13 fédéra-

tions d'associations migrantes, visant à renforcer la position des minorités ethniques et culturelles dans la société. Au total, cette coupole représente 1500 organisations. Le **projet SHARE**, initié par l'European Council of Refugees and Exiles (ECRE), en partenariat avec des associations wallonnes et bruxelloises, est né du même désir : **fédérer l'associatif belge** pour une meilleure représentativité des voix et intérêts des migrants, mais également pour que les politiques se basent sur une réelle connaissance de la migration et des réalités auxquelles les migrants font face. De tels projets témoignent de la nécessité pour l'associatif de s'organiser en espace structuré capable de questionner ses réalités. C'est en se positionnant dans les champs politique et médiatique comme un véritable acteur avec un pouvoir d'interpellation que l'associatif encouragera le développement d'autres manières d'aborder l'altérité, à contre-courant des représentations communément diffusées.

(1) P. Bourdieu, *Sur la télévision*, Raison d'agir Éditions, 1996, p.19

(2) Sur le sujet, voir article «Médias, une autre lecture», p. 14-15

En savoir plus... (po-z-è sawè plus)

GSARA – *Asbl d'éducation permanente dont le projet pédagogique se construit autour de l'éducation aux et par les médias, la collecte de la mémoire, le développement du dialogue interculturel et le développement d'une démocratie et d'une citoyenneté actives.*

Site de l'atelier radio de la régionale de Bruxelles du GSARA asbl : www.micro-ondes.be

Rue du Marteau, 26 - 1210 Bruxelles

02/218 58 85

02/217 29 02

info@gsara.be

Bruxelles Vivre Ensemble – *Asbl qui répond au projet Fipi Fédéral 2011 de valorisation des savoir-faire des femmes immigrées.*

Rue du Méridien, 10 – 1210 Bruxelles

0485 38 04 24

02 229 38 64

bxlvivreensemble.latifagadouche@live.be

Le Monde Selon les Femmes – *ONG féministe active dans le monde du développement, de l'éducation permanente, de la recherche action et des mouvements sociaux.*

Rue de la Sablonnière, 18 – 1000 Bruxelles

02/223.05.12

www.lemondeselonlesfemmes.be

Conseil des Femmes Francophones de Belgique

Rue du Méridien, 10 – 1210 Bruxelles

02/229.38.21

cffb@amazon.be

Arab Women's Solidarity Association – Belgium – *AWSA Belgium est une antenne d'AWSA International, qui milite pour la promotion des droits des femmes originaires du monde arabe tant dans les pays d'origine que d'accueil.*

Rue du Méridien, 10 – 1210 Bruxelles

www.awsa.be

La voix des femmes asbl – *Cette association développe ses activités sur 4 axes : la cohésion sociale (accueil social, cours d'alphabétisation, FLE, école des devoirs), l'éducation permanente (visant l'empowerment des femmes), l'accueil des primo-arrivant-e-s, Plaidoyer et Travail en réseau.*

Rue de l'Alliance, 20 – 1210 Saint-Josse

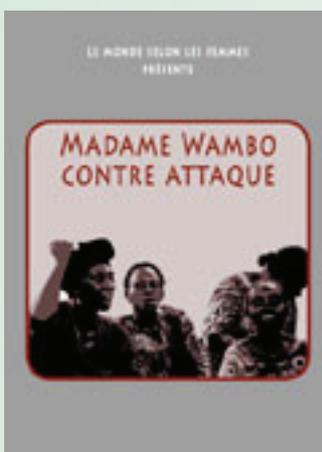
02 218 77 87

lvdf@lavoixdesfemmes.org

Vue sur un média associatif (à n' nin manquer)

Le rôle des moyens de communication dans une société démocratique n'est pas à négliger. Lorsque ceux-ci sont aux mains de quelques-uns, les principes de pluralisme et liberté d'expression sont dès lors défailants. Il est important d'offrir des regards alternatifs aux médias dominants. Des médias qui puissent refléter **la diversité des idées et des opinions et ainsi contribuer à l'enrichissement mutuel des cultures**. Le monde associatif, à l'écoute des besoins et intérêts d'une population, peut être porteur d'un regard riche et fécond sur certaines réalités auxquelles les médias dominants n'auraient pas de temps à consacrer...

Dans ce cadre, nous vous présentons **Madame Wambo contre attaque**, un média associatif. L'intention de ce dernier est d'éveiller les consciences sur une injustice vécue par plusieurs. Elle est aussi de susciter, en le rendant concret et possible, le désir de changement pour le respect et l'épanouissement de tou - te - s.



Madame Wambo contre attaque est un outil audio-visuel de lutte contre l'exclusion et la discrimination des filles migrantes dans la formation. Les associations initiatrices de ce projet sont parties de la réflexion suivante : dans nos sociétés, ne pas avoir accès à une éducation de qualité signifie partir avec un handicap. L'éducation permet l'épanouissement des personnalités, des talents et des valeurs. Or les femmes et plus particulièrement les femmes migrantes sont notamment discriminées sur ce point. **Madame Wambo contre attaque** a pour intention d'offrir aux femmes l'information nécessaire pour renforcer leurs capacités à assumer et à accéder au droit fondamental qu'est l'éducation.

Il s'agit d'une création collective de : Nouveau regard, Yambi Africa, L'Eau pour tous, FIREFEC, Aids preventie, Le Monde selon les femmes, Le rire de la Lune - Compagnie Théâtrale.

Pour plus d'information :

http://www.mondefemmes.be/genre-developpement-outils_productions-audiovisuelles_wambo.htm

Culture émancipatrice

Li culture, c'est po s' fé one place dins nosse soce

Entretien avec Christian Van Cutsem



Christian Van Cutsem, vous êtes réalisateur, animateur et coordinateur de l'Atelier Vidéo du Videp – Vidéo Education Permanente. Dans ce cadre-là, quel est le public que vous rencontrez ? Est-il représenté sur la

scène médiatique ?

Je côtoie, dans mon boulot, des populations souvent immigrées depuis bien longtemps. Ce sont des publics qui n'ont pas vraiment droit à la parole car les médias dominants la confèrent toujours aux mêmes. Les politiques, intellectuels, personnes ressources jouissent d'un énorme temps de parole par rapport à d'autres couches de la population. Et pour peu que ces dernières soient évoquées, c'est malheureusement souvent en termes d'événements négatifs : incompréhension face aux femmes voilées ; représentation de jeunes ou milieux populaires représentés comme victimes ou responsables de délinquance,... Eplucher le JT et autres émissions télévisées pendant une semaine suffit à s'en convaincre.

Pourquoi ce manque de représentation ?

Il est plus difficile pour un journaliste de faire un travail d'écoute, de prendre le temps d'aller un peu gratter pour faire un dossier d'enquête sérieux, que d'aller chercher la phrase qui tue de Bart de Wever. Or celui qui sort la phrase qui tue, il tue celui qui souhaite faire une analyse un peu plus complète. Dans des émissions télévisées, on voit bien le parti que prennent certains journalistes de couper la parole de ceux qui ont une analyse un peu plus complète, parce qu'ils désirent faire de l'audimat et parce que le modèle est celui-là.

Le modèle ?

En effet, la faute n'incombe pas uniquement aux journalistes. On est dans une société de l'urgence. Crise économique, culture de l'événementiel, technologie, répondre aux mails et au GSM rapidement... Tout va vite ! Le modèle journalistique est conforme à un certain modèle de consommation : aller vite parce qu'il faut acheter et ne pas trop réfléchir à ce qu'on achète. On n'a pas le temps de goûter à d'autres choses. On adopte des attitudes, des conditionnements liés davantage à un socle économique qu'à une envie, qu'à un plaisir. Or ce manque de réflexion et ce manque de temps sont gravissimes parce que, si on veut sortir de la crise, il nous faut justement nous remettre en question. Et l'opinion de chacun est à prendre en compte afin de retrouver du sens, de la « solidarité sociale ».

N'y a-t-il pas assez d'initiatives qui vont dans ce sens-là en Belgique ?

Il y en a beaucoup, mais elles ne sont pas assez écoutées. En Belgique, on jouit d'un milieu associatif fort, même par rapport à la France ou à d'autres pays d'Europe. Nous avons de bonnes bases sociales et culturelles mais les priorités du gouvernement ne sont selon moi pas toujours les bonnes. En temps de crise, la logique de la Fédération Wallonie-Bruxelles en matière de cohésion sociale est la suivante : tout miser sur l'emploi, et donc sur l'apprentissage du français. Ces subsides sont donc consacrés de manière presque exclusive, aux cours d'alphabétisation et de français langue étrangère, aux dépens de tout ce qui touche au théâtre, à l'écriture, à la vidéo, bref, à la culture. Il s'agit d'une vision superficielle : l'apprentissage du français dans ces ateliers amène justement à des résultats plus intéressants puisqu'il passe par des enjeux concrets ! La culture n'est plus reconnue, elle est assimilée à quelque chose qui est



de l'ordre du luxe. Or la culture, c'est comprendre son espace public via les musées, les œuvres d'art, mais également via soi-même en dessinant, en écrivant, en posant des actes. C'est ça qui va faire qu'en plus de pratiquer le français, les gens sortent de chez eux. L'accès à la culture crée des hommes et femmes plus intelligents, autonomes, et dès lors plus à même de trouver du boulot. Quand ils seront face à l'employeur, ils auront regagné une estime d'eux-mêmes parce qu'ils auront pu s'exprimer par la peinture ou la ferronnerie. L'expression artistique est un moyen de reprendre du poil de la bête et de ne pas rester en retrait : « si je peux écrire, faire du théâtre ou de la peinture, je peux donc aussi participer à la société ».

C'est à cette émancipation que vous travaillez au Videp ?

Oui. La vidéo y est au service du processus d'éducation permanente et donc de l'émancipation des publics. Il s'agit de faire émerger de nouveaux points de vue, de créer du dialogue avec un résultat – le film – qui, par sa diffusion, peut lui-même devenir outil d'éducation. Nos ateliers vidéo sont des espaces de liberté pour que les participants créent eux-mêmes leur court-métrage. « Qu'avez-vous à dire ? Quels sont vos enjeux sociétaux ? ». Il s'agit de partir de leur réalité, de leur imaginaire, pour leur permettre de faire ce qu'on ne fait pas assez : être acteurs plutôt que consommateurs.

Et qu'en ressort-il ?

Nos publics s'expriment sur leurs relations avec l'administration, avec les « Belges de souche » comme avec leur voisin. Ils évoquent aussi la joie, la fête, ce qu'ils apprennent et ce qu'ils découvrent. Prendre le temps de les écouter nous permet d'observer que leurs réalités sont en mouvement et évoluent. La

dernière question, posée par un groupe de femmes du GAFFI asbl, était celle de la liberté*. Tandis que les médias font souvent passer les milieux immigrés comme conservateurs et figés, nous observons dans nos ateliers toute l'aspiration de ces femmes à la liberté, leur poésie et leur grande capacité d'adaptation. Un autre film réalisé avec le GAFFI – « Construire son futur »* – nous a permis d'entrer dans l'intimité de leurs ateliers créatifs. Ces moments, en même tant qu'ils leur permettent de poser des actes concrets comme la peinture, le jardinage etc., offrent aussi des conditions propices à la discussion et à l'échange. La réalité de ces femmes d'origines diverses (Afrique subsaharienne, Moyen-Orient, Maghreb) est complexe et mosaïque. À côté des difficultés auxquelles elles font face, elles ont énormément à partager : leurs vécus, leurs savoir-faire, leur habileté. Leur intelligence n'est pas forcément liée à ce qu'elles ont appris à l'école. Ces femmes font preuve de beaucoup de curiosité, elles sont habitées par une envie de connaître, de rencontrer l'autre... Enfin, en ateliers, avec les femmes africaines, je rigole cent fois plus ! Un vrai bonheur ! Sans tomber dans les stéréotypes, ces traits d'humours et éclats de rire contrastent avec notre société un peu rigide et « je-te-tire-la-gueule ». On voit toujours les stéréo-



types chez les autres mais on ferait bien de se regarder aussi. On aurait beaucoup à gagner à faire des synthèses entre ce qu'une société comme la nôtre a construit et ce que d'autres cultures nous apportent, comme un contact plus chaleureux. Composer avec ça permet de trouver des solutions, à l'instar des ateliers créatifs où la discussion, le dialogue, le fait de se retrouver ensemble et de mixer les cultures favorise de nouvelles idées et des visions plus progressistes.

En savoir plus... (po-z-è sawè plus)

VIDEP [Vidéo Éducation Permanente]

En collaboration avec le Centre Vidéo de Bruxelles, le Videp propose aux associations d'éducation permanente une aide à la réalisation de vidéos en privilégiant l'implication de leurs publics concernés. Il s'agit de créer de nouvelles formes de communication où les associations et publics partenaires deviennent des acteurs créatifs capables de produire des documents pédagogiques innovants.

Coordonnées : **Vidéo Education Permanente** (VIDEP)

111 rue de la Poste
1030 Bruxelles
02/ 221 10 67
philippe.cotte@cvb-videp.be
www.cvb-videp.be

***Films produits par le Videp qui seront projetés dans le cadre du Ciné-Débat de Carrefour des Cultures :**

*« Construire son futur », un film associatif du Videp réalisé par Christian Van Cutsem
Mercredi 23 janvier 2013

*« Liberté », un film d'atelier des femmes du GAFFI asbl
Mercredi 24 avril 2013

À 19h30 dans la salle le *Nom de la Rose* des FUNDP
Rue du Séminaire 22 (3ème étage)
5000 Namur

Médias, une autre lecture

Lès gazèts... lès-omes savenut d'òu vint

democrat

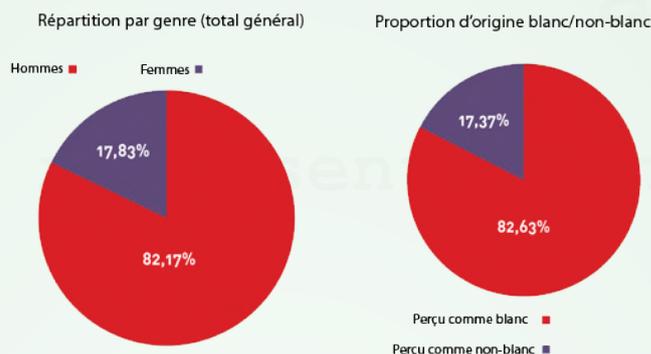


En octobre 2011, l'Association des Journalistes Professionnels, publiait l'« Etude de la diversité et de l'égalité dans la presse quotidienne belge francophone » (1). Celle-ci s'inscrit

dans la lignée d'une étude similaire effectuée en mars 2011 par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) – le « **Baromètre de l'égalité et de la diversité dans les médias audiovisuels** » – ainsi que d'un rapport publié en 2010 à l'initiative du Global Media Monitoring Project (2), le premier à analyser la question du genre dans l'information en Communauté française. Sa particularité ? Cibler, au sein de la presse francophone belge, les quotidiens qui, pour de nombreux lecteurs, font chaque jour figures de miroirs de la société dans laquelle ils vivent.

Six journaux, trois jours de parution, 2.225 articles et près de 10.000 intervenants constituent la matière de cette enquête quantitative réalisée sous le chef de **Martine Simonis**, secrétaire générale de l'**Association des Journalistes Professionnels**. Malgré la variété et le nombre de formats journalistiques que permet la presse écrite, les indicateurs de diversité s'avèrent inférieurs à ceux relevés dans les médias audiovisuels. De cet échantillon, il ressort en effet que nos quotidiens parlent en général d'**hommes blancs, cadres ou sportifs en âge d'être « actifs »** dans l'ombre desquels se retrouvent les femmes, les personnes perçues comme « non blanches », les autres catégories socioprofessionnelles, les jeunes ou les personnes âgées (catégorisés comme « inactifs ») et les handicapés, grands absents de la scène médiatique quotidienne.

Les **femmes**, c'est-à-dire 51% de la population belge (3), ne sont encore que très **faiblement (18%) représentées** dans la presse quotidienne francophone. La parité homme-femme n'est même jamais atteinte, même au sein des matières où les femmes représentent une part active majoritaire, telles que l'enseignement et la santé. Quand elles apparaissent, ce n'est que rarement en tant qu'expertes ou porte-paroles. On les voit davantage passives, voire victimes. Face à une classe masculine de cadres et dirigeants d'entreprises, les femmes dont parlent nos quotidiens sont majoritairement employées administratives ou « inactives » (étudiantes, retraitées). Enfin, lorsqu'au sein d'un article, l'accent est mis sur le sexe de l'intervenant, il s'agit généralement d'une femme.



Le constat est proche mais pire en ce qui concerne l'**image de la diversité** telle qu'elle est montrée par la presse quotidienne belge francophone. Les intervenants, hommes et femmes confondus, y sont à **80% perçus** (par la consonance de leurs noms ou prénoms, leurs traits physiques et autres indices) **comme « blancs »**. La diversité est forcément présente dans les informations internationales, avec toutefois une disparité selon les origines, tandis qu'elle est quasi inexistante dans les articles quotidiens de politique nationale. Enfin, les intervenants perçus comme « non-blancs » sont très rarement experts, porte-paroles ou journalistes tandis que nos quotidiens leur réserve un quota proche de la parité dans les caté-

gories de victimes ou auteurs d'actes répréhensibles.

Au-delà des chiffres, souvent sujets à la surinterprétation, un constat : celui d'**un manque de diversité culturelle et de genre**. Et face à ce constat, une question : celle du « pourquoi » ou plutôt du « comment » ? L'AJP dresse, dans son étude, des **pistes de réponses** (4) qui n'ont d'autres buts que d'encourager davantage de réflexions et d'actions. Derrière les chiffres, on retrouve un processus de **sélection et de hiérarchisation des événements** qui n'est clairement pas neutre quant aux questions d'égalité de genre et de diversité. S'y ajoute un manque évident de diversification **des personnes ressources**. Cela peut s'expliquer par le choix, **conscient ou non**, du journaliste lui-même sur les épaules duquel pèsent certaines contraintes propres à la pratique journalistique au quotidien. Une autre piste de réponse peut être cherchée dans les **choix marketing** des rédactions : le lectorat a-t-il besoin de s'identifier à un portrait homogène qui lui correspondrait ? La chute constante du lectorat des quotidiens n'est-elle pas, au contraire, due à un manque de diversité en leur sein ? Enfin, une autre piste est à explorer dans la **composition** majoritairement « blanche » et masculine, des **équipes journalistiques** elles-mêmes.

Face à cela, que faire ? Dans son étude de 2010 ciblée sur le genre (5), l'AFP concluait par des **propositions concrètes** pour améliorer l'état de la mixité dans les médias belges francophones. Des propositions qui restent d'actualité et peuvent être élargies à la diversité culturelle au sein de nos médias. **Campagnes d'information, sensibilisation et formations ciblées** à l'attention des décideurs politiques, du monde journalistique et de tous les acteurs de la communication (en entreprises, dans le secteur associatif, dans le secteur public) ont été proposées pour induire un **réflexe de questionnement** sur les pratiques journalistiques et communicationnelles. **L'enjeu** n'est pas mince. Les médias jouissent aujourd'hui d'une autorité qui les positionne, aux yeux d'une large frange de la population, comme des miroirs fidèles de la société dans laquelle nous vivons. Les médias influencent chacun d'entre nous, selon notre niveau d'instruction, dans la perception que nous nous faisons de l'autre et qui contribuera à notre positionnement en tant que citoyen. La **représentation tronquée** de la population, telle que décrite par l'étude de l'AJP, si elle n'est pas compensée par une démarche de recherche active de l'information, nous amène à ignorer les nombreuses réalités qui nous entourent et, dès lors, à nous positionner de manière inadaptée dans la **société plurielle** qui est la nôtre.

(1) « Etude de la diversité et de l'égalité dans la presse quotidienne belge francophone », AJP, Bruxelles, 2011. Accessible via www.ajp.be/diversité

(2) Initiative internationale de recherche sur la représentation des hommes et des femmes dans les médias, plus particulièrement de l'information.

(3) Rapport de 50.96% chiffré au 01/01/2011 par l'Institut National des Statistiques (INS), www.statbel.fgov.be

(4) AJP, 2011, p.45

(5) « Quel genre d'infos ? », AJP, Bruxelles, 2010. Accessible via www.quelgenreinfos.be

Pour la reconnaissance d'une citoyenneté active

Lès feumes èto, èlle ont one saqwè à dire

Entretien avec Annette Ntignoi



Présidente fondatrice du Collectif des Femmes Africaines du Hainaut (CFAH), Annette NTIGNOI est aussi diplômée en politique et gestion des systèmes de santé, chef d'entreprise, et militante engagée pour les Droits Humains. « Self-made woman », elle ne se reconnaît pas dans l'image que les médias lui renvoient d'elle-même en tant que « femme migrante ».

C'est à travers les médias que le public fonde son opinion, ils sont essentiels par les messages qu'ils véhiculent à la population et c'est à travers eux que certaines communautés se sentent acceptées ou non. Quand les médias abordent les femmes migrantes, c'est généralement pour parler de victimes. Femmes prostituées, femmes violées, femmes excisées, femmes qui ont fui la guerre... Comme si cela justifiait notre présence. Mais doit-on se justifier ? Il y a des migrantes qui sont ici par choix. Dans mon pays d'origine, au Cameroun, j'ai rencontré des Belges à qui je n'ai jamais demandé pourquoi ils avaient quitté la Belgique. Ils ne sont pas partis parce qu'il y avait la guerre ou parce qu'ils étaient persécutés. Le monde est un village et nous sommes citoyens de ce village. Doit-on se justifier de le parcourir ? La guerre et la misère sont-elles nos seules justifications ?

Quelles réalités de la femme migrante désirez-vous mettre en lumière ?

C'est vrai que les guerres existent en Afrique mais ce n'est pas forcément ce que nous voulons mettre en avant. En ciblant certaines réalités, les médias camouflent la revendication actuelle de la femme migrante. Elle est femme, migrante certes, mais avant tout citoyenne. En tant que telle, elle voudrait participer au développement du monde. Actuellement, les médias ne parlent que de l'alphabétisation ou de l'intégration professionnelle. Or on assiste, au niveau international, à une volonté de la part des minorités

d'assumer aussi des postes à responsabilité. C'est là que je place mon engagement.

Que voyez-vous comme solutions pour permettre aux femmes migrantes une meilleure participation à la société d'accueil ?

Pour participer, il faut un sentiment d'appartenance : sentir que l'on fait partie intégrante de la population. Cela n'est malheureusement pas favorisé par l'image du migrant « casseur » ou « délinquant » que nous renvoie la télévision. Celle-ci ne nous montre que trop peu de reportages sur des parcours de migration « réussie » ou sur la valeur ajoutée des migrants qui vivent dans une société multiculturelle. Le sentiment d'appartenance n'est pas non plus favorisé par les discours des politiques relayés par les médias de l'information. Les partis de droite se radicalisent et pointent le migrant comme un problème. Les dirigeants des partis d'extrême droite divisent la population en remettant la violence et l'insécurité sur le dos des migrants. Cela amène la population autochtone à faire preuve de méfiance. Cette méfiance entraîne à son tour le repli sur soi de populations immigrées. Or quand on se replie sur soi, on ne peut pas vraiment s'intéresser à la vie de la cité.

Au-delà de la visibilité, il s'agit donc pour vous d'une question de reconnaissance ?

En effet. À la plupart des tables rondes où je participe pour réfléchir aux enjeux de la diversité culturelle, je vois de soi-disant « experts » qui parlent au nom de minorités absentes de l'arène de discussion.

Ils ne connaissent pas la problématique, l'ont lue dans des livres et beaucoup s'expriment sur base de stéréotypes. Pour vous exprimer mon sentiment, je vous citerai l'anecdote suivante : lors de ces mêmes tables rondes sur la diversité, on fait entrer, à l'entrate, le groupe de danse d'origine étrangère, disons sénégalais. Le Sénégal est alors présent en folklore alors qu'il n'est même pas acteur dans la discussion et encore moins dans les prises de décision. Doit-on rester confinés au rang de clowns ? C'est vrai que l'expertise acquise par certains dans les universités peut parfois légitimer leurs positions mais ne serait-il pas plus cohérent d'appeler à la table les concernés ?

C'est ce constat qui vous a amenée à fonder le Collectif des Femmes Africaines du Hainaut ?

Créer ce mouvement, c'était réunir tout le monde autour de ce problème d'absence des débats. Parce que quand on n'est pas là, on accepte que tout et n'importe quoi soit dit. Il faudrait que l'on puisse se positionner, donner nos points de vue, porter nous-mêmes nos flambeaux. C'est très difficile au vu du peu de moyens que l'on a, mais c'est en persévérant que l'on pourra obtenir une place en tant qu'interlocuteur. Moi-même, j'ai plusieurs fois interpellé le ministre de l'intégration pour demander dans quelle mesure la société civile était concertée dans le processus de création des politiques d'intégration. Mais comment faire entendre nos revendications si on ne rassemble pas nos forces ?

Notre mouvement a donc pour but de nous réunir, et surtout les femmes. Car les femmes migrantes sont celles qui s'occupent bien souvent seules de leurs enfants et qui sont coupées de la réalité du pays d'accueil. Il s'agit donc de les inviter à réfléchir sur leurs problèmes et à y apporter des solutions car c'est à nous d'apporter des réponses à nos difficultés, si on ne veut pas subir celles qui nous sont imposées.

Vos actions ont-elles une visibilité ?

Je n'aime pas trop le terme de visibilité car on n'est plus à ce niveau-là : on se bat pour de la reconnaissance en tant qu'interlocuteurs d'une communauté. Je dis toujours qu'il faut, en tant que migrant, sortir de la victimisation, de la lamentation. Donc, au niveau de la visibilité, si les médias conventionnels ne veulent pas créer de la diversité dans leur pro-

gramme, je crois que nous devons créer nos propres médias pour aller à contre-courant du message qu'on entend habituellement. Mais, au niveau des autorités, on ne nous prend pas pour des interlocuteurs : les programmes d'intégration ne sont même pas faits en concertation avec des mouvements de la société civile comme le nôtre.

Pensez-vous à d'autres concrétisations de la reconnaissance ?

Oui. La reconnaissance passe aussi par les moyens et ces moyens-là, nous ne les avons pas et c'est un frein à la participation. Louer une salle, disposer de ressources humaines... on ne sait rien faire sans moyens. Moi-même, je travaille à plein temps comme bénévole depuis des années et j'implique mes fonds propres pour que nos revendications puissent survivre. Vous entendrez toujours qu'il y a beaucoup d'associations qui se créent et qui disparaissent aussitôt, beaucoup n'arrive pas à survivre et beaucoup renoncent. Mais je pense qu'on est dans un monde où il faut se battre : on se bat pour la reconnaissance d'abord, pour la visibilité ensuite.

Le Collectif des Femmes Africaines du Hainaut

Le collectif des femmes africaines du Hainaut est un groupement de femmes d'Afrique subsaharienne soucieux de leur intégration sur la terre d'accueil et de leur participation dans le développement de leurs pays respectifs. L'un de ses objectifs est la participation citoyenne responsable basée sur une société multiculturelle qui permet à chacun de s'exprimer librement selon sa culture et ses convictions.

Coordonnées : CFAH – Rue Isaac, 35, 6000 Charleroi – 071/30.19.67

Irène Kaufer nous présente l'asbl Garance et son projet à destination des femmes migrantes

Donner la parole aux femmes migrantes, leur permettre de partager leurs expériences et développer leur autonomie en leur faisant découvrir leurs capacités d'action : tels sont les objectifs du projet « Femmes migrantes actrices de leur sécurité » développé depuis un an par l'asbl Garance.

Depuis douze ans maintenant, l'asbl Garance organise des stages et des ateliers d'autodéfense verbale et physique pour les femmes, dans une optique de prévention des violences basées sur le genre. Ces stages sont ouverts aux filles et aux femmes de toutes origines, de tous âges et de toute condition physique.

Pourquoi spécifiquement des femmes ? Parce que les femmes ne vivent pas le même type de violences que les hommes (plus souvent de la part de proches, dans l'espace privé et de manière répétée) et que de par leur éducation, elles sont davantage tentées de fuir ou d'essayer de calmer l'agresseur plutôt que de se confronter à lui. Une réaction efficace dans certaines circonstances... mais pas dans toutes. Des groupes de femmes permettent aussi de parler de sujets délicats comme les violences conjugales, qu'il serait plus difficile d'aborder en présence d'hommes. Garance n'exclut pas de travailler avec ceux-ci dans l'avenir ; les formations en milieu professionnel sont d'ailleurs mixtes.

Malgré sa volonté d'ouverture à toutes les femmes, Garance a dû constater que certaines hésitaient à participer à ses animations. Elle a donc mis en place des programmes plus spécialement dédiés à ces pu-

blics à la fois plus vulnérables et plus isolés.

Après un premier projet destiné aux femmes de plus de 55 ans, Garance a lancé un programme spécifique à l'intention des femmes migrantes. D'abord, une brochure destinée aux personnes maîtrisant peu le français : « l'ABC de la sécurité » (1) . Ensuite, une formation d'animatrices volontaires elles-mêmes issues de l'immigration, capables de mieux comprendre le contexte culturel des femmes migrantes et d'animer des groupes dans d'autres langues.

En matière de sécurité et de sentiment d'insécurité, les femmes migrantes partagent le vécu de toutes les femmes : violences intrafamiliales, harcèlement de rue, limitation de ses déplacements par la crainte de certains lieux et certains moments... Mais elles vivent aussi des expériences spécifiques dans lesquelles la migration joue un rôle important. Parce que des lacunes dans la connaissance de la langue, de la culture de la société d'accueil, peuvent insécuriser et isoler – les stratégies de prévention utilisées « au pays » ne fonctionnent peut-être pas en Belgique. Parce que venir d'ailleurs comporte un risque de violences supplémentaires, de racisme, de discriminations. Parce qu'une méconnaissance de ses droits empêche de les utiliser pour se protéger contre les violences. Parce que l'isolement et la dépendance vis-à-vis d'autres personnes rendent plus vulnérable.

L'approche de Garance sur les questions de sécurité et de sentiment d'insécurité ne se limite donc pas aux problèmes que l'on peut rencontrer dans la rue ou les transports en com-

mun, mais concernent aussi la vie privée, les rapports avec les proches ou le monde du travail.

Les animatrices volontaires apprennent à animer un groupe de réflexion entre femmes pour échanger leurs expériences par rapport à la sécurité et à la prévention des violences. Elles se familiarisent avec des outils d'animation comme des exercices pour contrôler le stress, des jeux de rôle, l'analyse des médias, et reçoivent une boîte de jeux spécialement conçue pour ce programme. Mais elles apportent aussi leurs analyses personnelles de ces sujets pour enrichir le travail de Garance. Chacune d'entre elles traduit le concept de la prévention primaire dans son contexte culturel. Ce qui est envisageable pour une femme marocaine ne l'est peut-être pas pour une Belge de souche ou une Congolaise. Les solutions proposées sont d'autant plus efficaces qu'elles se rapprochent de la réalité de vie des femmes. La possibilité pour les femmes de communiquer dans leur langue d'origine leur permet de mieux s'approprier les outils de prévention.

Début 2012, cinq animatrices volontaires ont été formées à Bruxelles et quatre groupes de réflexion se sont terminés, avec des évaluations très positives. D'autres groupes sont prévus à la rentrée. Le projet ne demande qu'à se développer.

Pour tout contact :

Garance asbl
Bd du Jubilé, 155 – 1080 Bruxelles
02/216 61 16
info@garance.be

(1) Toutes les brochures de Garance sont téléchargeables sur le site www.garance.be On peut aussi se procurer les versions papier gratuitement, contre une participation aux frais de port (ou en venant les chercher sur place).

Zoom sur le bimestre

Quelques échos...

Démocratie participative, entre le local et le global



Espaces importants au sein du projet global de Carrefour des Cultures, la Démocratie et l'Action citoyenne ne cessent d'être concrétisés au travers de différents projets. Ainsi, à l'occasion des élections communales et provinciales du 14 octobre 2012 et dans le cadre du projet Démocratie

force de propositions, de revendications, d'opposition émanant de la société civile. D'autre part, de proposer un espace où les politiques puissent « s'affronter », confronter leurs idées, s'opposer afin de tenter d'élever le débat.

À l'heure du bilan de ces rencontres, force est de constater plusieurs tendances lourdes : primo, plus qu'un manque de fond dans les débats politiques, nous avons assisté à une absence de débat en lui-même. À cet égard, la personnalisation des listes et la mise en avant de quelques mesures phares suivie d'une nébuleuse de propositions toutes plus ou moins semblables ne peuvent qu'entraîner la disparition d'un débat de fond et la dissolution des idéologies. Alors que nous nous trouvons dans une situation où le citoyen est plus consommateur qu'acteur, il ne faut pas s'étonner de son désintérêt pour la chose publique et de son inaction dans le domaine, en particulier en dehors des rendez-vous électoraux. Élément positif toutefois, la participation a été beaucoup plus importante lors de la rencontre-débat du 9 octobre. Dans un échange qui a duré près de trois heures, sur le principe de la « trifixion », les interventions ont été nombreuses et les citoyens très (ré)actifs. Secundo, les enjeux sont trop souvent restés locaux, sans prendre en compte les éléments extérieurs (crise économique, restriction de budget, transfert de compétences du fédéral vers le communal, etc) et leurs éventuelles conséquences.

participative, entre le local et le global, l'équipe de CdC et un groupe de citoyens ont organisé une série de sorties vers le grand public.

Un cycle de cinq tables rondes a été organisé entre septembre et octobre. Elles étaient consacrées à différentes thématiques correspondant à des enjeux locaux : l'environnement et l'urbanisme, l'enseignement et la culture, l'action sociale, le logement et l'accueil et enfin la valeur ajoutée des candidats issus de l'immigration. Pour clôturer, une rencontre-débat (organisée en partenariat avec Sireas asbl), censée réunir les têtes de listes des différents partis, a eu lieu la semaine précédant le rendez-vous électoral. Le but de l'ensemble de ces rencontres, comme de l'Espace Démocratie, est d'activer des lieux de débats et d'échanges afin, d'une part, d'encourager voire de susciter, de provoquer une parole citoyenne, une

Comme annoncé, l'Espace Démocratie et les projets qui en découlent ne s'arrêtent pas aux échéances électorales mais exigent un travail quotidien. C'est donc naturellement qu'un groupe de travail, basé sur le précédent mais enrichi de nouveaux participants, se met progressivement en place pour, d'une part, suivre, interroger et critiquer la nouvelle législature et son équipe et d'autre part, pour préparer les futures élections régionales, fédérales et européennes de 2014. Les idées qui sous-tendent ces démarches

seront toujours les mêmes : proposer, encourager, développer des espaces d'échanges et de débats réunissant citoyens, experts et politiques pour améliorer et susciter une véritable démocratie participative.

Pour finir, nous tenons à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont participé à nos activités et nous vous invitons à nous rejoindre pour participer à nos groupes de travail et/ou à l'une de nos nombreuses sorties vers le grand public.

À venir...

SHARE Forum des migrants Forum Associatif



Après plusieurs mois de réflexion, de rencontre, de débat de partage, d'exploration, d'investigation au sein de groupes de travail, des tables rondes et du comité d'accompagnement, Le projet SHARE s'achemine progressivement vers un événement grand public. Il s'agit du Forum de l'associatif des migrants programmé à Bruxelles le 24 novembre 2012.

Cet espace constituera la première étape du processus initié par ECRE (European Council for Refugees and Exiles) et développé premièrement en partenariat avec CCAB, CIRE et Carrefour des Cultures et ensuite avec un groupe de trente associations venant des différentes contrées de la Belgique.

Pour rappel, SHARE vise à (r)établir un processus d'échanges entre les associations de migrants, les associations de soutien aux étrangers, des acteurs institutionnels, politiques et économiques pour permettre non seulement une meilleure connaissance de ces associations de migrants et de leur rôle dans la société, mais aussi de jeter les bases pour des collaborations et des partenariats futurs. Il s'agit donc d'avancer ensemble sur des projets et des politiques qui répondront au mieux aux besoins identifiés.

Ainsi loin de toute ghettoisation et de toute vision unidirectionnelle, SHARE a proposé dès le départ un espace de rencontre et de débat qui offre à toutes les associations de se retrouver, de confronter des pratiques, des expériences, de compléter des visions, de dégager des lignes de force, d'initier ensemble des nouvelles perspectives.

L'objectif premier est d'assurer une ouverture plus large sur le monde associatif pour construire une action associative solidaire et créative.

En définitive, construire un espace qui permet à la société civile organisée issue de l'immigration dans sa diversité de proposer elle-même des réponses à ses problèmes, de situer les enjeux de la vie associative dans les contextes actuels, d'affirmer en toute indépendance la place spécifique des associations parmi les autres intervenants sociaux, politiques et culturels et de penser la société au travers des réflexions communes et des actions complémentaires et solidaires.

En somme, les enjeux et objectifs du projet Share sont les suivants :

- Augmenter la représentation des associations de migrants dans les instances de consultation/évaluation

tion et de décision de politiques migratoires au niveau local, régional, national et européen.

- Faciliter des partenariats entre les associations de migrants, les associations de soutien aux étrangers, des acteurs institutionnels, politiques, économiques.
- Améliorer la connaissance d'acteurs sociaux, politiques et institutionnels du rôle et du travail des associations de migrants en Belgique.
- Rendre visible des recommandations d'organisations de migrants et d'organisations de soutien sur des politiques migratoires actuelles (à déterminer) au niveau national et européen.
- Faciliter le dialogue entre des interlocuteurs issus de ces associations et des acteurs sociaux, politiques et institutionnels.

- Baliser la progression vers un espace structuré de l'associatif migrant ;

Autour de ces objectifs, un groupe d'acteurs associatifs ont donc joint leurs efforts et leur connaissance pour cheminer ensemble afin de rencontrer les interlocuteurs issus de la société civile organisée migrante, mais également des acteurs institutionnels, politiques et autres, les engager dans ce processus et les réunir dans un forum autour de thématiques communes. Ces dernières ont été sélectionnées puis pensées et développées dans les différentes tables organisées dans les trois régions du pays (voir le programme).



Samedi 24 novembre 2012

Pianofabriek
Rue du Fort 35
1060 Bruxelles

Programme

- 09.30 – 10.00 ○ Accueil des participants
- 10.00 – 10.30 ○ Contextualisation de Share et introduction à la journée
- 10.30 – 10.45 ○ Etat des lieux comparatif des politiques d'intégration dans les 3 Régions
Ilke Adam
- 10.45 – 11.30 ○ La posture d'acteur politique de l'associatif migrant dans les 3 Régions
Khalil Nejjar, Naïma Charkaoui et Héléne Madinda
- 11.30 – 11.45 ○ Pause-café
- 11.45 – 13.15 ○ Travaux en ateliers
- 13.15 – 14.45 ○ Lunch
- 14.45 – 15.00 ○ Visites entre ateliers
- 15.00 – 15.30 ○ Finalisation des travaux en ateliers
- 15.30 – 15.45 ○ Pause-café
- 15.45 – 17.15 ○ Débat politique
- 17.15 – 17.30 ○ Clôture de la journée
- 17.30 ○ Drink

Ateliers
Enseignement
Politique d'accueil
Culture & Médias
Emploi
Droits sociaux et fondamentaux



Prochainement, avec Carrefour des Cultures



Bain de Langues
Quand l'Orient se métisse...
Soirée d'ouverture de la 2ème édition

Jeudi 22 novembre, 19.30

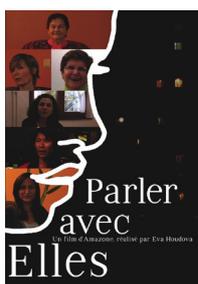
Nom de la Rose
22, rue du Séminaire (3ème étage) - 5000 Namur



SHARE - Forum des migrants
Autour de l'Intégration / Rond Intégratie

Samedi 24 novembre, 9.30 > 17.30

Pianofabriek
35, rue du Fort - 1060 Bruxelles



Ciné-débat

Parler avec Elles
Réalisé par Eva Houdova

Débat sur le thème de l'intergénérationnel dans la construction de notre identité

Mercredi 12 décembre, 19.30

Nom de la Rose
22, rue du Séminaire (3ème étage) - 5000 Namur

Au quotidien



Carrefour des Cultures
Des singularités
pour une citoyenneté plurielle

Heures d'ouverture : 9.00 > 17.00

Permanences : mardi / mercredi 14.00 > 16.00

Cours de FLE : lundi 10.30 > 12.30

Groupe de travail *Migrantes, Réalités & Médias* :
un mardi sur deux, 19.00 > 21.00

Carrefour des Cultures change d'adresse :

Retrouvez-nous désormais à l'Avenue Cardinal Mercier, 40 à 5000 Namur

Peuples et Cultures

Wallon'rière, un temps, un espace

Entretien avec Axel Tixhon



Sur la scène européenne, les régionalismes ou les nationalismes de différentes régions ont la cote : la Corse, le Pays basque, l'Écosse, la Catalogne, le Nord de l'Italie et bien entendu la Flandre. Incarné aujourd'hui par Bart de Wever et la N-VA, le nationalisme flamand a

acquis, en Belgique et à l'étranger, un certain écho. Malgré sa position centrale en Europe, la Wallonie reste méconnue, y compris par les wallons, eux-mêmes se référant plus volontiers au cadre belge. Dans ce numéro, nous nous sommes penchés sur son histoire et son identité. Pour en parler, nous avons rencontré Axel Tixhon, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Namur et coauteur, avec l'historien flamand Fred Stevens, du livre « L'histoire de la Belgique pour les nuls ».

Quand fait-on mention pour la 1ère fois de la Wallonie, ou de ses habitants, les Wallons ?

En réalité, les Wallons existent avant la Wallonie. En effet, l'adjectif « wallon » est utilisé depuis longtemps : on parle de pays wallon, de marchands wallons ou encore de soldats wallons. Le terme « Wallon » existe, parce qu'il désigne des populations qui parlent une

langue, le wallon. Il faut cependant attendre la fin du 19ème siècle pour que l'on commence à parler de la « Wallonie » en termes d'entité distincte, de territoire. Cette distinction se fera dans le cadre de l'État belge et en rapport avec l'unification territoriale de la Flandre – à l'origine, le Comté de Flandre ne représente qu'une partie de la Flandre actuelle ; on parle alors plutôt des Flandres pour désigner ce territoire. Curieusement, c'est à Bruxelles que l'idée d'une Wallonie, en tant qu'entité territoriale spécifique au sein de la Belgique, va se développer à la fin du 19ème siècle. Nostalgique de leurs terroirs, de leurs habitudes et de leur langue, les Wallons qui viennent vivre dans la capitale prennent conscience de leur différence par rapport aux autres belges qu'ils y rencontrent : Flamands et Bruxellois « pure souche ». À partir de moment-là, ce mouvement de conscience wallonne se développe autour de sa littérature, de son théâtre ou encore de ses poètes – contrairement aux idées reçues, le wallon est une langue bien plus poétique que le français. Dans un premier temps, l'identité wallonne constitue un mouvement folklorique – dans le bon sens du terme. Il s'agit d'un mouvement de défense d'une culture dans ses aspects populaires qui réagit face à une culture francophone. La Wallonie naît donc – ce que les francophones ont tendance à oublier – par rapport à la Flandre mais aussi par rapport à une culture belge francophone

beaucoup plus bourgeoise, qui regarde Paris et qui semble oublier ses racines, ses accents particuliers. Un autre élément important à prendre en considération dans la constitution d'une conscience wallonne est la mise en place de l'école primaire, notamment l'école primaire communale officielle, durant la période qui va de 1878 à la Première Guerre mondiale. En effet, jusque dans les années 1880, les milieux populaires n'ont pratiquement pas accès à l'école. Or, à partir de 1878, l'école communale – même si elle ne sera obligatoire qu'en 1914 – doit être nécessairement organisée dans les villages. Alors que la langue maternelle des populations wallonnes non scolarisée est logiquement le wallon, l'école, en alphabétisant en français, engendre des réactions dans les milieux wallons. Une série d'activités qui maintiennent la culture wallonne en éveil voire en « combat » sont alors organisées. On pense à des activités folkloriques comme les carnivals dont on dit maintenant qu'ils remontent au Moyen-Âge ou aux Temps Modernes mais qui sont pour l'essentiel des créations du 19ème siècle, voire du 20ème siècle.

À quel moment le mouvement wallon prend-il une dimension politique ?

On peut dire que le mouvement wallon se structure avant la Première Guerre mondiale autour d'un certain nombre d'organisations issues des partis politiques progressistes de l'époque, socialistes et libéraux, les Congrès wallons. Ceux-ci prennent des décisions comme le choix du coq hardi comme symbole de la Wallonie et la date du troisième dimanche de septembre pour les fêtes de Wallonie. La fameuse « Lettre au Roi » de Jules Destrée en 1902 se situe dans ce contexte.

Au niveau linguistique, on se situe dans un moment assez important. En effet, en 1898, la loi d'équivalence est votée : le néerlandais est désormais reconnu, aux côtés du français, comme une langue nationale. Dans ce contexte, non seulement les wallons, mais les francophones en général prennent peur : si l'on évolue vers un pays bilingue, alors tous les postes de la fonction publique seront réservés aux bilingues, c'est-à-dire en majorité aux flamands, en particulier bruxellois. On observe alors un rapprochement entre un mouvement francophone qui veut protéger la suprématie du français et le mouvement wallon qui a été le premier à réagir vis-à-vis du mouvement fla-

mand.

Comment la situation va-t-elle évoluer après la Première Guerre mondiale ?

Durant l'entre-deux-guerres, le rapprochement entre le mouvement francophone et le mouvement wallon initié avant la Grande Guerre va s'accroître, et ce pour au moins deux raisons.

La première est la critique partagée du mouvement flamand au regard de l'antipatriotisme manifesté clairement par une partie de ce mouvement. Du point de vue francophone et wallon, les flamands qui ont collaboré durant la guerre deviennent « l'arbre qui cache la forêt » des séparatistes, on voit le mouvement flamand comme un processus qui vise à détruire la nation belge. La deuxième raison réside justement dans la montée en puissance de ce mouvement flamand qui revendique l'utilisation de sa langue en Flandre. Il va vouloir éliminer toutes les poches francophones qui existent sur son territoire, dont la plus symbolique est l'Université de Gand – donnant ses cours exclusivement en français jusque dans les années 20, puis permettant l'existence d'une section néerlandophone aux côtés de la section francophone, celle-ci ne sera complètement néerlandisée qu'en 1930.

Durant cette période d'entre-deux-guerres, les spécificités wallonnes vont se fondre dans les revendications francophones. La culture française ne sera plus perçue comme menaçante, au contraire, la France sera considérée comme une grande sœur de la langue et de la culture wallonne. L'amitié française et le terroir wallon seront fortement mis à l'honneur et l'on va voir émerger la figure du « gaulois », sorte de synthèse entre le français et le wallon, et tous les aspects folkloriques qui tournent autour, c'est-à-dire entre autres le goût pour la bonne chair, le côté bon enfant ou les amusements populaires. Cette idée de parenté avec la France qui est revendiquée va encore se manifester de deux manières. D'une part, lorsqu'en 1932, les autorités belges optent pour l'unilinguisme régional, c'est le français qui est choisi comme langue « officielle ». Si cela peut sembler évident en 1930, ça l'était moins en 1880. D'autre part, la décision en 1936 de rompre l'alliance privilégiée de la Belgique avec la France et de revenir à une politique de neutralité provoque l'incompréhension dans les milieux francophones.

Enfin, il faut noter que l'identité wallonne va s'ancrer, davantage qu'avant la Première Guerre mondiale, dans un nationalisme belge dont la menace principale apparaît comme étant le mouvement flamand et ses revendications. On assiste alors à une forte conjonction entre Wallonie, francophonie et Belgique par opposition à une Flandre qui serait antipatriotique et qui nierait un certain nombre d'éléments constitutifs de la nation belge. Les années 30 sont des années décisives pour la cristallisation des identités communautaires dans le cadre belge.

Quels changements peut-on observer dans le mouvement wallon au sortir de la Seconde Guerre mondiale et durant la seconde moitié du 20ème siècle ?

L'aspect idéologique de la Seconde Guerre mondiale, qui oppose droite et gauche, et en particulier la politique allemande en Belgique, ce que l'on appelle la Flamenpolitik, vont contribuer à exacerber les antagonismes et creuser les différences politiques entre le Nord et le Sud du pays.

Durant cette guerre, un certain nombre de groupes politiques de résistance voient le jour dans le Sud du pays – la Wallonie Libre et la Wallonie Catholique entre autres. Se revendiquant à la fois d'une appartenance politique et d'une appartenance wallonne, ils organisent leur combat dans une volonté de créer un état wallon au sein de la Belgique.

Cette tendance va s'exprimer d'une manière assez spectaculaire au sortir de la Seconde Guerre mondiale, lors d'une assemblée wallonne en 1945. Celle-ci émet deux votes : un vote considéré par les participants comme affectif mais non réaliste, c'est-à-dire le rattachement à la France, et un autre, rationnel, qui réclame la fédéralisation du pays, avec une Région wallonne à part entière à même de développer une politique de type plus progressiste, plus démocratique, plus laïque, et qui respecte davantage la langue française. Cette assemblée recueille un écho important au niveau politique, d'autant qu'entre 1945 et 1948, le gouvernement belge est fortement teinté de progressisme. Une vingtaine de députés sont communistes et la majorité, nettement à gauche, est proche de la composition de l'assemblée wallonne. Ce ne sera plus jamais le cas dans les années qui vont suivre.

Quelques années plus tard, la grève de l'hiver 1960-1961 va constituer un autre tournant important pour le mouvement wallon. Si celui-ci a réussi, avec les organisations de gauche, par le biais de manifestation à faire pression sur le gouvernement pour obtenir l'abdication de Léopold III lors de la question royale en 1950, il échoue clairement cette fois à faire entendre sa voix. Contrairement à ce que l'on a pu dire, le mouvement wallon ne naît pas à l'occasion de cette grande grève, mais il va se colorer d'une dimension plus ouvrière, plus industrielle, plus victimisante. On assiste à la formation d'un autre discours et le mouvement wallon prend à nouveau une autre identité. Le clivage culturel et politique va se charger d'un clivage économique. C'est la prise de conscience que l'industrie lourde wallonne est en danger et qu'elle devient obsolète par rapport à l'évolution économique mondiale. On va alors assister à une nouvelle conjonction entre le mouvement wallon, qui voit dans la flamandisation de l'État belge une menace sur le plan économique, et le mouvement francophone, qui voit dans les revendications linguistiques du mouvement flamand une menace pour son bien-être quotidien.

L'expulsion des francophones de Leuven en 1968 est particulièrement significative à cet égard. Elle va en effet concerner des wallons, majoritairement issus de bonnes familles catholiques, qui n'ont pas été touchés par les revendications wallonnes de type syndicalistes durant la grève de 1960 et qui n'ont pas non plus suivi les mots d'ordre pour voter contre le retour de Léopold III.

On peut donc dire que l'identité wallonne se retrouve, dans la seconde moitié du 20ème siècle, dans ce combat politique de résistance et de sauvetage de l'industrie régionale ?

Exactement. D'ailleurs la revendication principale, c'est d'obtenir des compétences en matière économique et pas du tout en matière culturelle. Ces questions sont ainsi laissées à une Communauté française dans laquelle la Région wallonne se fonde, sans développer une culture qui lui est propre. Les décisions concernant la culture en Wallonie se prennent à Bruxelles et en fonction de phares culturels qui sont aussi à Bruxelles, que l'on pense au

Théâtre National ou à la RTBF par exemple. Le combat wallon se sclérose dans le combat économique et délaisse l'aspect culturel. Il est à cet égard intéressant de constater que ceux qui vont reprendre le combat culturel wallon en main se situent en dehors du combat industriel. En guise d'exemple, on peut citer Léopold Genicot qui était un ardent militant catholique.

Léopold Genicot, justement, a signé, avec d'autres, un Manifeste pour la culture wallonne en 1983. Manifeste qui a été remanié et rediffusé en 2003. Dans les deux cas, les auteurs s'insurgent contre la main-

mise de la Communauté française sur la culture wallonne et sur la domination de la francophonie. En revient-on aux revendications qui ont fondé le mouvement wallon dans les années 1880 ?

Absolument. Et c'est logique : à partir du moment où l'on évolue, qu'on le veuille ou non, vers un État belge confédéral, où la menace flamande tend à disparaître, les tensions entre la culture française et la culture wallonne ressurgissent. Dans cet État belge-là, on ne fera pas l'économie d'une « culturalisation » de la Wallonie.

èl savîz bin ?

Le saviez-vous ?

- A partir de la moitié du 19^{ème} siècle, des wallons ont émigrés par milliers aux USA, dans le Wisconsin. Le rêve américain les a emportés de l'autre côté de l'océan atlantique. Certains d'entre eux, regroupés en communauté, continuent à pratiquer le wallon.
- L'origine des Grands Feux – tradition vivante en Wallonie – sont des feux allumés au début du printemps. Ils seraient des vestiges de cérémonies antiques destinées à rendre favorables les divinités païennes qui présidaient à la fertilité des champs, en l'occurrence en l'honneur de Thor ou Donar. La région namuroise est restée particulièrement fidèle à l'avènement du printemps : «Au Grand Feu, les sizes au feu», dit un vieux proverbe local (les sizes, « chîjes » en wallon, étaient les veillées qui se tenaient le soir entre villageois, durant les mois d'hiver obscurs, de novembre à février). L'allumage du Grand Feu secoue chacun de sa léthargie et motive les villageois à sortir à la rencontre des voisins, en souvenir de ces veillées.
- La région wallonne, ainsi que la région bruxelloise et flamande, furent officiellement reconnues en tant qu'entités fédérées le 23 avril 1993 – jour où la Belgique est devenue un état fédéral.
- Au milieu du XIX^e siècle, des migrants flamands quittèrent leur campagne et s'installèrent dans les centres industriels wallons, à cette époque, très prospères.
- Django Reinhardt, guitariste manouche de jazz, est né le 23 janvier 1910 à Liberchies, commune de Pont-à-Celles en province du Hainaut. Son style de jeu et de composition a ensuite été imité, donnant naissance à un style à part entière : le jazz manouche.
- Adolphe Sax, connu pour être l'inventeur du saxophone, est né à Dinant le 6 novembre 1814. Il n'emménage à Paris qu'à l'âge de 28 ans, après avoir déjà déposé un brevet pour l'amélioration de la clarinette basse.

One djin d'amon nos-ôtes

André Renard



Chaque époque, chaque grand homme dans l'histoire a cherché sans doute à échapper à l'incontournable indéterminité des sociétés humaines. Elles ne peuvent jamais prendre une forme figée. On cherche à définir l'identité wallonne. On prétend ne pas la trouver dans le fouillis de ses luttes et divisions. Et, en l'absence d'un discours commun à son propos, d'un discours partagé, en l'absence de traditions historiques, littéraires, intellectuelles largement reconnues et diffusées, on décrète qu'il n'y a pas de Wallonie parce que ce pays bouillonne toujours comme a bouillonné la vie d'André Renard. Mais aucune nation n'est une épure. Toute nation est

un tourbillon d'événements dignes de ce nom, c'est-à-dire imprévisibles. Comme toute biographie individuelle. La vie complexe d'André Renard, les sens multiples qu'on peut lui donner renvoient à la complexité de la société qu'il exprima... (1)

Né à Valenciennes, le 25 mai 1911, décédé à Seraing le 20 juillet 1962, André Renard est un syndicaliste et résistant belge, militant wallon.

Ce citoyen du monde fait sa rencontre avec le syndicalisme (2) lors de sa première expérience d'ouvrier. Ce choix le conduit au licenciement. Il engrange, suite à cela, des expériences syndicalistes et développe une compréhension de la vie économique et sociale de la Belgique.

Après avoir été mobilisé en 1939, arrêté et déporté en Allemagne et finalement libéré, pour cause de maladie, il est renvoyé chez lui en 1942. Il entre alors dans la résistance et organise des actions pour ralentir la production. C'est là qu'André Renard émet le projet de réunir les syndicats en un syndicat unique et parvient à fusionner de nombreux syndicats pour créer la FGTB en avril 1945 – la CSC, après avoir participé au début des négociations, se retire.

Suite aux divergences de position quant à la Question Royale et la fusillade de Grâce-Breleux en 1950, André Renard prend parti pour le fédéralisme. Il insiste cependant pour que cette libération revienne en partie à la classe ouvrière. Durant les années

1950, André Renard lance aussi son programme de réforme de structures : il pointe plusieurs problèmes de l'économie belge. Ses propositions sont adoptées à l'unanimité par la FGTB, mais diviseront dans les faits Flamands et Wallons.

Lors de l'hiver 60-61, André Renard participe aux protestations contre la loi unique (3) à travers la place des syndicats qu'il coordonne et son affirmation que le fédéralisme est indispensable à la réalisation des réformes de structures de l'État. Il démissionne de la FGTB et crée le Mouvement Populaire Wallon (MPW). Au sein de ce groupe, il milite pour relancer l'activité économique par des réformes de structures. Des militants s'inscrivent en masse au MPW. Pourtant, rapidement propulsé sur la scène politique, le groupe de pression devra vite déchanter, déclinant suite à la perte de son meneur un an plus tard.

Les vues et les pratiques d'André Renard, subordonnant la lutte wallonne à l'action syndicale, ont été interprétées comme relevant d'une vision plus globale de la société, une forme spécifique de socialisme, ou de syndicalisme, désignée sous le nom de « renardisme ».

(1) <http://www.larevuetoudi.org/fr/story/vie-dandr%C3%A9-renard-tilly>

(2) Le syndicalisme est une doctrine sociale selon laquelle les salariés, commerçants, agriculteurs et généralement tous les travailleurs doivent se regrouper au sein de syndicats afin de pouvoir défendre leurs intérêts communs.

(3) La loi unique est une loi belge proposant un programme d'austérité suite à un endettement public important et à la perte du Congo belge. Lancée par le gouvernement social-chrétien-libéral dirigé par Gaston Eyskens, elle suscitera des remous dans les rangs libéraux et sociaux chrétiens et sera à l'origine de la grève générale de l'hiver 1960-1961 en Belgique.

Lingadjes èt scrîjadjes

Li Bia Bouquet ou l'hymne des namurois

Li Bia Bouquet est l'hymne namurois depuis 1856, composé par Nicolas Bosret et interprété par la Société Royale Moncrabeau lors des Fêtes de Wallonie à Namur.

En wallon :

Refrain :

C'est d'mwin li djoû di m' mariadje
Aprêstèz, aprêstèz tos vos bouquetès
Nos lès mètrans au cwârsadje
Dès bauchèles di nosse banquet
Mins c'est l' mène li pus djolîye
Ossi vramint dji m' raffîye
Dè lî doner li bouquet
Èlle aurè li bia bouquet.

Ç'a stî one saqwè d' drole
L'ôte fîye dj'aveûve one crole
Tot-aspoûyî
Dj'alais sokî
L'amoûr vint m' rêwèyi.
Refrain

Ç'èsteuve mi p'tite Marîye
Come èlle èsteûve djolîye
Quén-embaras
Ç'a stî ç' djoû-là
Qui dj'a signé l'contrat.
Refrain

Adiè totes mès folîyes
Dj'intère dins l' confrérîye
C'è-st-à l'auté
Qui dj' va djurer
Amour, fidélité.
Refrain

Ç'est d'mwin qu' dji m' boute à pièce
Adiè tote li djon.nèsse
Po comincî
Dji m' va satchî
Al' cwade à tot spiyî.
Refrain

Poqwè nos faut-i raprinde li walon ?

La face invisible de la culture avec Virginie Marchal



Coordinatrice de projets au Centre d'Action Interculturelle, Virginie Marchal se définit comme citoyenne du monde et Namuroise. Passionnée par la musique classique et le folk, le cinéma classique, le folklore local et les rencontres, Virginie prend actuellement

des cours de wallon dans une école à Namur. Carrefour des Cultures l'a questionnée sur ses motivations à suivre de tels cours en cette ère où mondialisation se confond avec globalisation ?

Pourquoi cet intérêt pour le Wallon, alors que l'intérêt pour les langues se dirige aujourd'hui davantage vers l'anglais, vers des langues « économiquement » intéressantes ?

Ma motivation vient de mon souhait d'avoir une activité commune avec mon conjoint. Nous désirions nous retrouver autour de quelque chose qui faisait sens entre nous deux : nous sommes wallons et attirés par le folklore local et sa compréhension. Nous prenons des cours dans une école de wallon à Namur. Au-delà des cours en eux-mêmes, ce qui nous intéresse, c'est la culture wallonne qui est véhiculée par l'apprentissage de la langue.

Comment le folklore se retrouve-t-il dans vos cours et quelle compréhension en as-tu ?

Le folklore se retrouve dans des choses très pragmatiques. D'abord par l'apprentissage de la langue et les échanges entre les élèves. Ensuite, les personnes qui viennent au cours apportent régulièrement des choses qu'elles ont préparées : du cramique, des vins de fruit préparés à partir d'espèces de pomme très

spécifiques. Nous apprenons les paroles du Li bia bouquèt (l'hymne namurois) en nous expliquant sa signification. À la fin de chaque cours, nous apprenons également des ratoûrnûres. Je pensais que c'était le propre de la culture africaine de s'exprimer par métaphore. Les ratoûrnûres, c'est également cela, des phrases intraduisibles en français, parce qu'imaginées et s'inspirant du quotidien. La langue wallonne est pleine de ratoûrnûres exprimant un sentiment, une sensation par le biais d'images très concrètes. Une des plus connues : Cèst todi li p'tit qu'on spotche : c'est toujours le petit qu'on écrase (écrabouiller comme le bruit : « spotche »). Ou encore : Li pus bia coq ni pond pont d'où, quand on vout bat un tchin, on trove todi bin on baston, quand on vint d'au lon, lès vatches ont todi dès gros pès.... Au fur et à mesure de l'année, nous voyons également les moments phares de l'année, comme les Grands Feux, l'origine de cette tradition à laquelle la région namuroise reste particulièrement fidèle.

Quel usage allez-vous faire de cette langue ? Quelle est son utilité ?

Ce n'est effectivement pas la langue avec laquelle nous allons pouvoir partir en vacances. Ce qui ressort, c'est l'approche des choses propre à notre culture, qui est invisible et implicite. C'est aussi comme si nous allions chez nos grands-parents, que nous recréions du lien avec eux. Ayant grandi dans une famille populaire, enfant, j'ai souvent été reprise sur mes tournures de phrases en français. Cela me questionnait. Si je parlais comme cela, c'est qu'il y avait une raison. Avec le cours de wallon, je réalise que les phrasés, la syntaxe que j'utilisais, sont autorisés dans le wallon. Je ne pense pas qu'il s'agit d'une injustice, mais davantage d'une non-reconnaissance d'un patrimoine, qui se traduit par l'idée que nous commettons des erreurs en tournant les phrases

comme cela se fait en wallon. Par exemple, un wallon ne dit pas : je m'appelle, il dit : on m'lome. Parce qu'il sait bien qu'il ne s'appelle pas lui-même. C'est un langage de terroir, oral, qui parle du concret, proche de la nature. Il y a des noms différents pour les arbres en fonction de la saison, c'est une richesse qu'il n'y a pas dans la langue française. Mes grands-parents n'ont pas transmis le wallon à leurs enfants parce qu'il était interdit à l'école. Ce n'était pas bien. C'était vulgaire. Il y a une certaine bonhomie propre à la culture wallonne, une lenteur dans le but d'apprécier les choses. Quand je travaillais à Fedasil, je me souviens d'une femme africaine qui m'a dit : « ça ne va pas trop mal ». Elle ne disait pas : « ça va bien ». Non, « ça ne va pas trop mal ». Les wallons formulent aussi les choses de cette manière : va ne va non trop mau, dij n'mi plind nin, on,-z-aureut twârt di splinde ou alors avec l'humour wallon poqwè ? Avîz payî one saquî po m'fé moru ? Cette façon d'être tend à être policée par un individualisme et un capitalisme exacerbé. Les gens n'ont pas toujours conscience que la culture, c'est aussi les valeurs que nous portons et la manière dont nous entrons en interaction avec les autres, le monde. Autant il est important de développer un sens critique, autant il importe de prendre conscience de ce qui nous dépasse et donc nous traverse dans ce que nous sommes, dans ce que nous portons comme regard sur la vie, la mort, l'autre, Le jour où nous arriverons à faire cela, on ne devra plus travailler (rires). Mais ce n'est pas parce que nous prenons conscience de ce qui nous traverse (comme les « fautes de français ») que nous devons l'imposer. Ce qui importe, selon moi, c'est que chacun puisse avoir la force et la possibilité de faire cette démarche-là.

Peut-on considérer aujourd'hui que les wallons constituent une minorité culturelle ?

Les personnes d'origine wallonne ne sont pas une minorité en Wallonie. Par rapport à la Belgique, oui, les wallons sont minoritaires.

Comment appréciez-vous le manque de dialogue entre les flamands et les wallons ?

S'il est vrai que nos cultures présentent des différences, il y a aussi des aspects culturels sur lesquels nous pouvons nous retrouver, comme une certaine autodérision. Pour moi, il n'y a pas de non-dialogue. J'ai plusieurs connaissances ayant des amis ou conjoints néerlandophones. Ils viennent l'un chez l'autre sans que la question d'une différence culturelle ne se soit jamais posée. Je pense que ce qui se présente comme un manque de dialogue, c'est le refus du bilinguisme sur l'ensemble du territoire national, comme lorsque le français fut imposé au détriment des dialectes wallons. C'est comme si nous devons en permanence faire un choix : c'est A ou c'est B. Je pense que l'être humain peut être un peu de tout. Dans mon cours de psychopédagogie, lors de ma formation d'éducatrice, j'ai découvert que bébé, nous avons la capacité de reproduire tous les accents. C'est en grandissant, que nous perdons cette aptitude. Cela m'a vraiment marqué. Nous ne devrions pas nous enfermer dans une identité, nous pourrions nous en composer plusieurs ! Dès que nous mettons en marche la logique des clivages, il y a toujours des personnes pour les mettre à leur profit et les accentuer en créant des oppositions qui ne sont fécondes pour personne.

Heni Michaux, one djin qui scrîjeut voltî

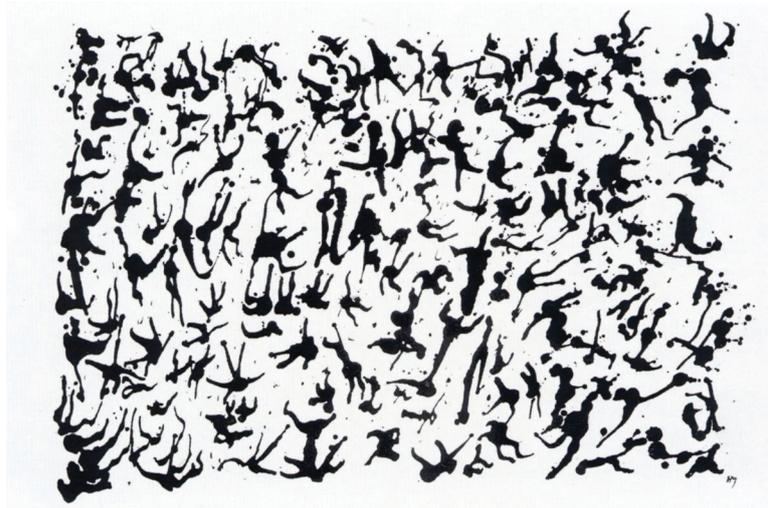
Henri Michaux ou l'histoire d'un funambule habile de sa plume



Ce poète, conteur, peintre et calligraphe faisait danser sa plume d'un rythme sec, nerveux, haletant, vibrant entre l'intensité de l'émotion et la distance de l'humour. Après avoir traversé des océans pour nous partager sa vision atypique de l'ailleurs, Michaux nous révéla, par ses plongées intérieures, la richesse de son imaginaire : « *J'écris pour me parcourir [...] Là est l'aventure d'être en vie.* »

Né à Namur le 24 mai 1899, au sein d'une famille ardennaise, Henri Michaux fut un enfant solitaire s'évadant dans ses lectures. Il interrompt des études de médecine en 1920 pour devenir matelot et découvrir l'Amérique du Sud. Une année plus tard, à son retour, il découvre « Les chants de Maldoror » du Comte de Lautréamont. Le besoin d'écrire s'éveille alors en lui. Son premier texte « Cas de folie circulaire » est publié dans Le Disque Vert, revue littéraire expérimentale.

Parallèlement, il s'initie en autodidacte à la peinture et au dessin pour se « libér[er] des mots, ces collants partenaires » : la plume et le pinceau se rejoindront rapidement, en réunissant peintures et écrits au sein d'une même œuvre. Ses dessins esquisseront des « gestes intérieurs » (mouvements), des réseaux de neurones, ... , des silhouettes évanescentes d'êtres filiformes (Meidosems).



Sans titre, 1959-60, Peinture à l'encre de Chine

« Aux taches maintenant. Donc je me bats avec elles, je les fouette, je voudrais tout de suite être débarrassé de leur bêtise effondrée, et les galvaniser, les rendre éperdues, exaspérées, les allier monstrueusement malgré elles à tout ce qui bouge, à l'innombrable foule d'êtres, de non-êtres, de fureurs d'être, à tout ce qui d'ici ou d'ailleurs, insatiables désirs ou nœuds de force, est destiné à n'être jamais concrétisé. Avec leur troupe, je m'emploie à guérir les taches. Les taches, c'est une provocation. J'y réponds. Vite. Il faut faire vite, avec ces grandes molles, capables de se vautrer partout. C'est tout de suite la minute de vérité. » (1)

Après *Ecuador* et *Un barbare en Asie*, carnets de voyages à la vision atypique, Michaux explore ses mondes intérieurs au travers de *Mes propriétés*, *La nuit remue*, *Lointain intérieur* et *Plume*. Plume est « un type » à qui il arrive des aventures à la fois plaisantes et amères. Toujours dans l'embarras, singulièrement, malmené et mal reçu, parce que ne répondant pas aux exigences sociales, ce personnage né de la plume de Michaux est un mythe représentatif d'une époque où la contrainte du social se fait de plus en plus omniprésente.

« Plume ne peut pas dire qu'on ait excessivement d'égards pour lui en voyage. Les uns lui passent dessus sans crier gare, les autres s'essuient tranquillement les mains à son veston. (...). Il aime voyager avec modestie. (...) Et si, la nuit, on lui refuse un lit : « Quoi ! Vous n'êtes pas venu de si loin pour dormir, non ? Allons, prenez votre malle et vos affaires, c'est le moment de la journée où on marche le plus facilement. - Bien, bien, oui ... certainement. C'était pour rire, naturellement. Oh oui, par ... par plaisanterie. » (2)

En 1956, Michaux poursuit ses explorations (*Misérable Miracle*) en ayant recours à diverses substances hallucinogènes dans l'intention d'élargir le champ de sa conscience. Mais cette porte est refermée par l'artiste qui découvre les limites de cette voie devenue *banalement visionnaire*. Vers la fin de sa vie, Henri Michaux semble enfin entrevoir l'apaisement (*Déplacements Dégageants*).

Sur lui, l'Encyclopédie Larrouse imprimera : « il est l'un des écrivains qui ont su le mieux restituer l'expérience humaine dans ses dimensions psychologique, spirituelle et corporelle, et ses deux faces tragique et comique ».

*« et glo
et glu
et déglutit sa bru
gli et glo
et déglutit son pied
glu et gli
et s'engluglglolera » (3)*

(1) H. Michaux – Catalogue d'exposition chez Cordier, 1999

(2) H. Michaux, « Un certain plume » (1930), dans *L'espace du dedans*, Éditions Gallimard, Saint-Amand, 1966.

(3) H. Michaux, « Qui je fus » (1927), dans *L'espace du dedans*, op. cit.

Magritte, on-ârtisse qui mèteut su s' papî çu qu' 'l aveut dins s'-t-idéye di veûy

Magritte, un pinceau s'immisçant entre la réalité et son interprétation

Non loin d'une certaine autodérision belge, Magritte traitait les évidences avec humour en se glissant entre les choses et leur représentation, une façon de saper l'esprit de sérieux. Au lieu d'inventer des techniques, il a préféré faire de la peinture l'instrument d'une connaissance inséparable du mystère.

René Magritte est né en 1898 à Lessines, située dans la province du Hainaut, à proximité de la frontière linguistique. Dès son plus jeune âge, René est attiré par la peinture. Il suit ses premiers cours à Châtelet. Il fréquente ensuite, de 1916 à 1918, l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles où, en 2009, lui sera dédié un musée sur la place royale. Suite à sa rencontre avec le mouvement dadaïste et le chant d'amour de Giorgio de Chirico, Magritte participe, dans l'entre-deux guerres, à la naissance du surréalisme belge. Ce courant se caractérise par le souhait de rompre avec le rationnel. Entre illusion du rêve et symbolisme, le surréalisme exprime l'inconscient et une nouvelle forme d'approche de la condition humaine.

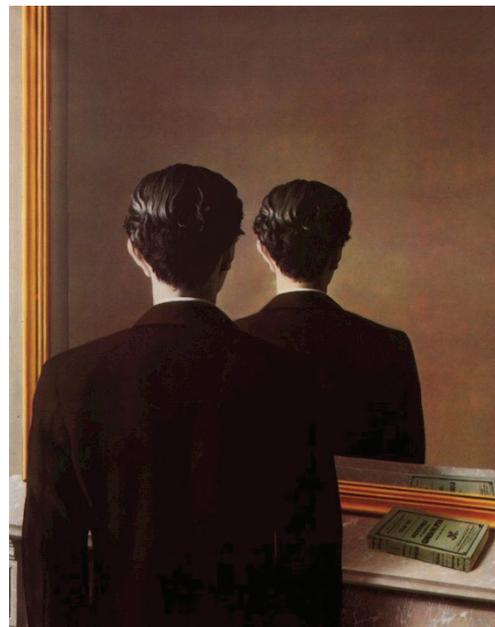


Les amants, 1928

Ses tableaux représentent le plus souvent des décors mêlant des objets, des paysages, des portraits et des mots. La singularité de cet artiste se loge dans l'art subtil d'apporter de la profondeur à ce qu'il dessinait. Il jouait sur le paradoxe de l'image. Comme dans sa célèbre toile « Trahison ». On y observe une pipe avec comme inscription: «Ceci n'est pas une pipe». Dans les œuvres de Magritte, l'auteur ne revendique pas l'utilisation de symbole mais plutôt la dés-structuration de l'image et des objets. Le rationnel n'étant plus, l'imaginaire se développe. La représentation de l'homme qui regarde son reflet dans le miroir et se voit de dos, intitulé « La Reproduction interdite », montre la réalité telle qu'elle apparaît aux yeux du peintre. Son œuvre s'offre cette possibilité de ne pas refléter la réalité telle que nous l'imaginons : » La peinture n'est pas un miroir de la réalité». En faisant cela, Magritte nous propose une nouvelle manière d'observer la réalité et nous laisse le choix de l'interpréter.

Magritte, par son art, se permet d'interroger l'arbitraire d'interprétations données à la réalité, interprétations qui se sont glissées dans notre paysage comme la réalité elle-même.

Dans les œuvres de Magritte, l'auteur ne revendique pas l'utilisation de symbole mais plutôt la dés-structuration de l'image et des objets. Le rationnel n'étant plus, l'imaginaire se développe. La représentation de l'homme qui regarde son reflet dans le miroir et se voit de dos, intitulé « La Reproduction interdite », montre la réalité telle qu'elle apparaît aux yeux du peintre. Son œuvre s'offre cette possibilité de ne pas refléter la réalité telle que nous l'imaginons : » La peinture n'est pas un miroir de la réalité». En faisant cela, Magritte nous propose une nouvelle manière d'observer la réalité et nous laisse le choix de l'interpréter.



La Reproduction interdite, 1937

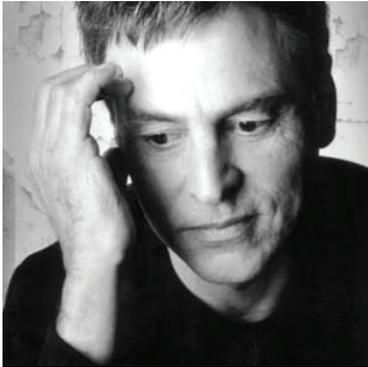
«Mesdames, Messieurs, camarades,

Cette vieille question qui sommes-nous? trouve une réponse décevante dans le monde où nous devons vivre. Nous ne sommes en effet que les sujets de ce monde prétendument civilisé où l'intelligence, la bassesse, l'héroïsme, la bêtise s'accommodant fort bien les uns des autres sont à tour de rôle d'actualité. Nous sommes les sujets de ce monde incohérent et absurde, où l'on fabrique des armes pour empêcher la guerre, ou la science s'applique à détruire, à construire, à tuer, à prolonger la vie des moribonds, où l'activité la plus folle agit à contre-sens (...).D'autres hommes, parmi lesquels je me range avec fierté, malgré l'utopie dont on les taxe, veulent consciemment la révolution prolétarienne qui transformera le monde ; et nous agissons dans ce but, chacun selon les moyens dont il dispose.»

René Magritte, *La Ligne de Vie*, dans : *Les Mots et les images*, Labor, Bruxelles, 1994.

c'è-st-à nos-ôtes di fé crèche nos djournons

Pierre Rapsat – Tous les rêves sont en nous



Né en 1948 à Ixelles d'un père belge néerlandophone et d'une mère espagnole réfugiée de la Guerre civile (1936-1937), celui qui nous rappelle avec détermination que Les rêves sont en nous n'a pas toujours

connu ce succès qui aujourd'hui semble relever de l'évidence. Musicien dans différents groupes, c'est en 1973, à l'âge de 25 ans, que Pierre Rapsat entame une carrière solo. À une époque où la Star academy et ses avatars ne sont pas encore d'actualité, il fait face à la difficulté que rencontre tout artiste débutant décidé à vivre de son art : Comment percer ? Comment toucher le public, comment créer « son » public ? Suffit-il de se laisser porter par son art ou est-il préférable de suivre le mouvement, de se plier aux règles d'un monde où l'art se fait business sous le dictat de la mode ?

Qu'il se soit ou non posé ces questions, ses chansons ne laissent planer aucun doute quant à sa réponse : « Ce n'est pas une chanson pour Juke box... Mais c'est un air que j'aime bien... Comme tu peux aimer ton chien, même s'il ne te rapporte rien... Ce n'est pas une chanson pour le fric, carotte sous le nez des marchands de musique, ceux qui se font toujours attendre puis qui t'écoutent sans entendre, te jugent avant de te comprendre... Je suis music man » (Music man, 1973). Pierre Rapsat fait clairement passer l'art et la critique du système qui lui est inhérente avant le business. Il en subira les conséquences : retenu pour défendre les couleurs de la Belgique au concours Eurovison de la chanson en 1976 avec Judy et cie, il est loin de faire l'unanimité. Qu'à cela ne tienne : aussi déterminé que sensible, notre auteur-compositeur enchaîne album sur album et devient un grand familier des Fêtes de Wallonie. Néanmoins, trop rock pour les français et pas assez pas assez disco pour les autres, Pierre Rapsat semble ne jamais coller au

tempo des grands succès de son époque. Le milieu des années 80 lui est plus clément : il donne son premier concert à Forest national en 1986 et commence à connaître un certain succès en francophonie française et canadienne avec Ligne claire et Décalage horaire. Il faudra néanmoins attendre les années 2000 pour qu'il connaisse une véritable reconnaissance sur la scène internationale. Reconnaissance dont il jouira malheureusement très peu de son vivant, puisque Pierre Rapsat décède en 2002 des suites d'un cancer foudroyant, à 53 ans. Comme nous le rappelle avec justesse l'hebdo Moustique, rendant hommage en mai 2012 aux dix ans de sa disparition : « En Wallonie, mais hélas rien qu'en Wallonie, Pierre Rapsat reste le seul artiste à avoir réuni dans les mêmes salles fans de rock américain et de variétés, jeunes et moins jeunes, filles et garçons, addicts de riffs incendiaires et amoureux de mélodies pour briquets ».

À l'instar d'Alain Souchon (pensons au célèbre Foule sentimentale), les idéaux de Pierre Rapsat ont traversé l'ensemble de sa discographie, que l'on fasse référence aux morceaux méconnus de ses débuts – dans New York (1973) c'est haut et fort qu'il affirme « New York... Tes tours me font pleurer... Tu grattes le ciel mais il pleut des fourmis aux pieds des grands hôtels » – ou à ceux qui ont construit son succès comme Dazibeo ou encore Ensemble. Et il est heureux que ces idéaux survivent à l'auteur, interprète et compositeur de talent qu'était Pierre Rapsat, à l'image de ces rêves qui sont en nous et qui sont à présent enseignés en Communauté française de Belgique.

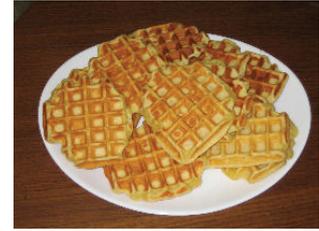
*« Tous les rêves, tous les rêves que l'on a partagés
Tous les rêves, tous ces rêves faut pas les oublier
Tout ce qui nous apporte un peu de redoux
Tout ce qui nous importe s'éloigne de nous ... »*

Qui ça vos chone bon

Li r'cète dès waufes avou dès canadas One viye ricète d'amon nos-ôtes

(Recette de galettes aux pommes de terre
Une vieille recette de Wallonie)

par Pierre Lazard



Çu qu' vos faut - Ingrédients

- **2 canadas (qu'on fait dès canadas passés avou – ni trop p'tits, ni trop gros ; ètur lès deûs)**
2 pommes de terre (celles pour faire de la purée, pas trop petites, pas trop grosses, entre les deux)
- **on kulo d' farène** - 1 kg de Farine
- **250 gr. di sayin** - 250 gr de saindoux
- **350 gr. di bûre (salé)** – 350 gr de beurre salé
- **quatre ous** – 4 oeufs
- **one lîve di fin suke** - ½ kg de sucre en poudre
- **100 gr. di guèsses** - 100 gr de levure
- **one diméye jate di lacia** - une ½ tasse de lait
- **100 gr. di suke è pièles** - 100 gr de sucre perlé

Comint ç' qu'i vos faut fé – Recette :

1. **Fé cûre èt passer lès canadas** - Faire cuire et réduire les pommes de terre en purée.
2. **Mète li farène dins on plat èt lès canadas passés tot-autoû èt fé on trau au mitan.**
Mettre la farine dans un plat et la purée tout autour, et faire un trou au milieu.
3. **Vûdî l' fin suke dins l' trau èt après ça, lès-ous (djane èt blanc), tot machant.**
Vider sur la pâte, tant que c'est tiède.
4. **Fé fonde li sayin èt l' bûre èt l' vûdî su l' pause tant qu'il èst tiène.**
Faire fondre le saindoux et le beurre.
5. **Mîyeter l' lèveure dins l' lacia (todi tiène) èt machî...**
Émietter la levure dans le lait tiédi, et mélanger.
6. **Lèyî lèver l' pause.** Laisser lever la pâte.
7. **Quand l' pause èst lèvéye, mète lès cint grames di suke è pièles.**
Quand la pâte est levée, y incorporer le sucre perlé.
8. **Fé dès bokèts d' pause di +/- 70 gr. (= +/- 30 waufes)**
Faire des pâtons de +/- 70 gr (= +/- 30 gaufres).

Atincion, n'è mougnez nin d' trop - Attention, n'en mangez pas de trop,
oubin vos gangnerîz dès kulos ! - Vous grossiriez.